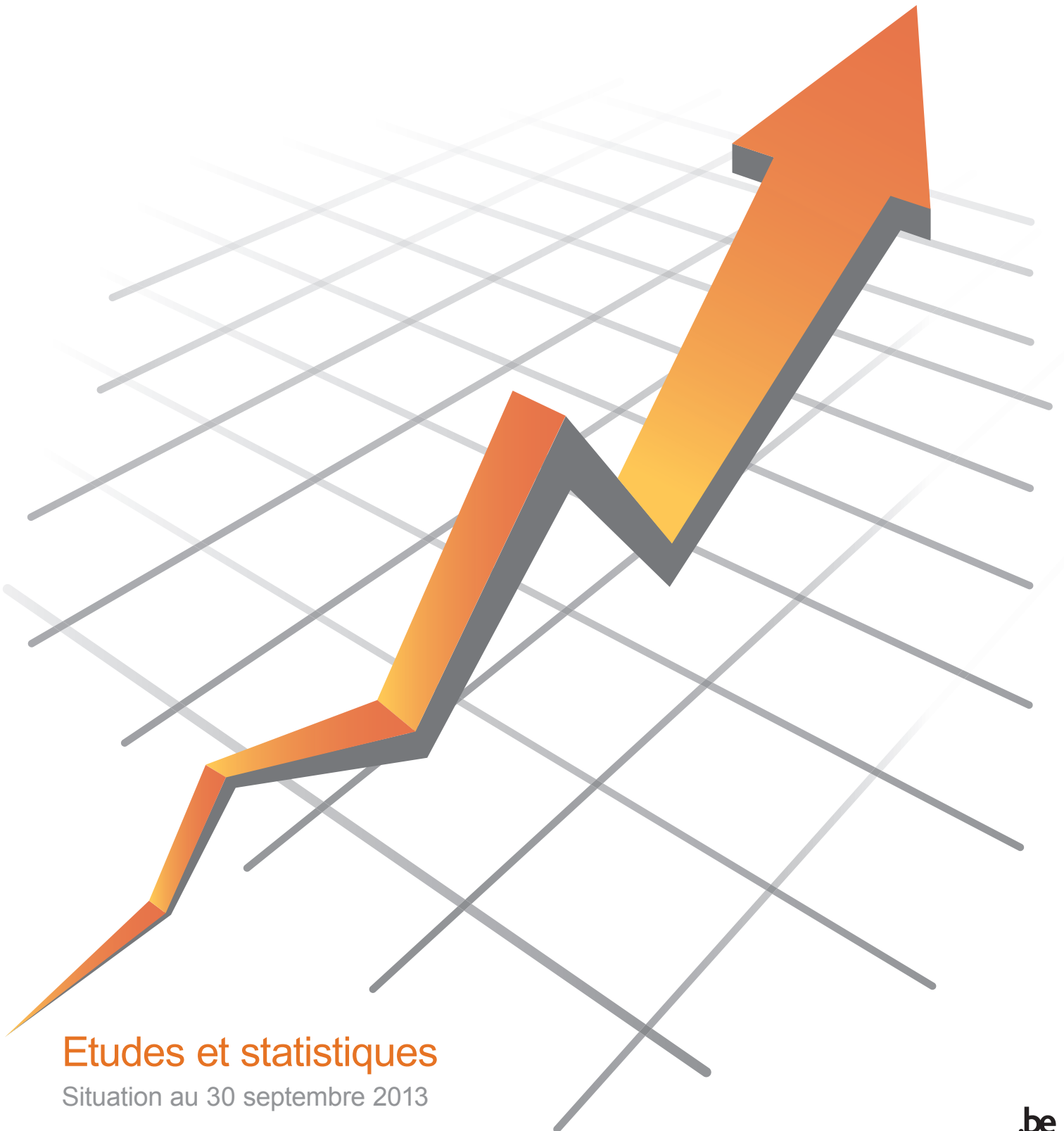


Indicateurs trimestriels du marché du travail



Etudes et statistiques

Situation au 30 septembre 2013

Préface

L'Onem publie une statistique mensuelle du chômage indemnisé, dont le contenu a été enrichi depuis le 1^{er} janvier 2011. Cette statistique, basée sur les paiements d'allocations de chômage, est publiée aux environs du 25 du mois suivant.

L'Onem publie également un rapport annuel détaillé sur l'ensemble de ses missions (chômage, chômage avec complément d'entreprise, interruption de carrière et crédit temps, titres- service et autres mesures fédérales pour l'emploi ...). Ce rapport est publié en mars de l'année suivante.

La présente publication s'insère entre les deux publications précédentes.

Sa périodicité trimestrielle permet :

- d'une part, de réduire sensiblement les effets saisonniers ou techniques qui peuvent affecter des statistiques mensuelles basées sur les paiements ;
- d'autre part, de déceler de manière plus rapide que dans un rapport annuel des tendances d'évolution du marché du travail.

Son contenu est basé pour l'essentiel sur des indicateurs qui relèvent des missions de l'Onem. Ils sont répartis en 8 chapitres :

- Chômage temporaire
- Fermetures d'entreprises
- Chômage complet indemnisé des demandeurs d'emploi
- Chômage complet indemnisé au sens large
- Chômage avec complément d'entreprise
- Interruption de carrière et crédit-temps
- Mesures fédérales pour l'emploi : activation des allocations, titres- services ...
- Evolution globale des allocataires

Afin de bien situer ces indicateurs dans un contexte plus global et de renforcer l'analyse, le premier chapitre donne quelques indicateurs conjoncturels supplémentaires issus de sources externes (évolution de la conjoncture économique, des offres d'emploi et du travail intérimaire) et l'avant- dernier chapitre donne des éléments de comparaison internationale.

Le trimestre sous revue est en outre situé dans une perspective historique qui remonte au premier trimestre 2007, ce qui permet un suivi de l'évolution des effets de la crise et des comparaisons avec la situation d'avant la crise. Le dernier chapitre donne, pour les indicateurs principaux, une comparaison des trimestres correspondants des 10 dernières années, ce qui permet d'élargir cette perspective historique.

L'Onem continue bien sûr à publier sur son site (www.onem.be) :

- de nombreuses statistiques préformatées ;
- des statistiques interactives très détaillées et très récentes (aussi sur les fermetures d'entreprises) ;
- des études et analyses sur des thèmes spécifiques.

L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'Onem à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'Administrateur général



Georges CARLENS

Indicateurs trimestriels du marché du travail – situation au 30 septembre 2013

Table des matières :

1	L'évolution de la conjoncture	3
1.1	PIB	3
1.2	Baromètre de la conjoncture	4
1.3	Offres d'emploi	5
1.4	Intérim.....	7
2	L'évolution des chômeurs temporaires	9
2.1	En unités physiques.....	9
2.2	En unités budgétaires	11
2.3	Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)	13
2.4	Dont suspension employés (en unités physiques).....	14
2.5	L'évolution du chômage temporaire par branche d'activité (en unités budgétaires).....	15
3	L'évolution des créations et des disparitions d'entreprises	16
3.1	L'évolution des faillites	16
3.2	L'évolution des licenciements collectifs.....	19
3.3	L'évolution des créations d'entreprises.....	20
4	L'évolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE).....	21
4.1	Par région	21
4.2	Par sexe	23
4.3	Par classe d'âge	25
4.4	Par base d'admission	27
4.5	Par durée de chômage	29
5	L'évolution des chômeurs complets indemnisés (au sens large).....	31
6	L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés.....	33
6.1	L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise.....	35
6.2	L'évolution des chômeurs âgés dispensés	36
7	Mesures fédérales pour l'emploi	37
7.1	Primes de crise	37
7.2	Allocations de licenciement	38
7.3	Plan d'embauche win-win.....	39
7.4	Evolution des mesures d'activation selon le régime	40
7.5	Titres- services	41
8	L'évolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps	42
9	L'évolution des 3 groupes d'allocataires.....	44
10	Comparaison internationale	45
10.1	Taux de chômage	45
10.2	Evolution de l'emploi	46
11	Evolution sur 10 ans.....	47
11.1	Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi.....	47
11.2	Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise	48
11.3	Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise	49
11.4	Les chômeurs temporaires.....	49
11.5	Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés	50

1

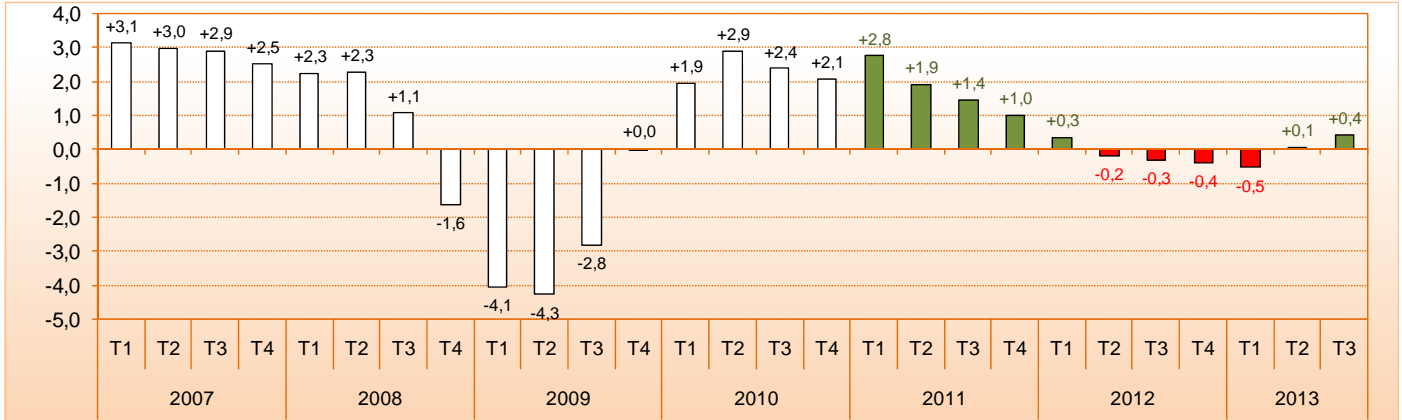
L'évolution de la conjoncture

1.1

PIB

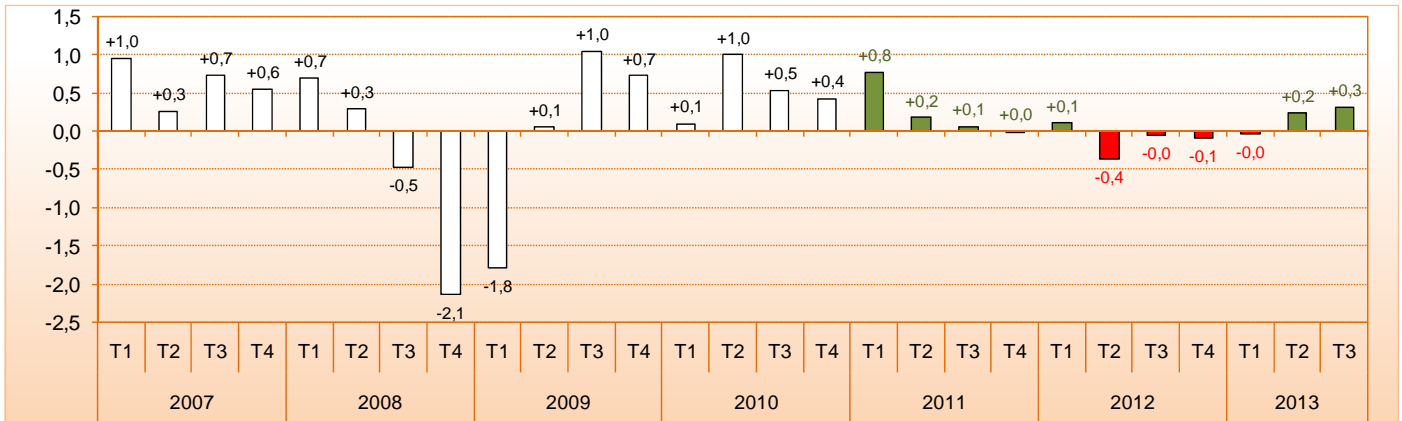
Graphique 1

Evolution trimestrielle du PIB (variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Graphique 2

Evolution trimestrielle du PIB (variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent)



Source: BNB – PIB en volume – année de référence 2011 - données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier

Après une année 2009 très mauvaise, la conjoncture économique se redresse dès l'année suivante et durant tout le premier semestre 2011. Au second semestre 2011, le PIB progresse toujours sur une base annuelle (cf. graphique 1) mais stagne sur une base trimestrielle (cf. graphique 2).

Malgré un léger sursaut au 1^{er} trimestre 2012 (+ 0,3 % sur une base annuelle et + 0,1 % sur une base trimestrielle), le PIB se replie sur une base annuelle au cours des 4 trimestres suivants. Le 2^{ème} trimestre 2013 marque un tournant : le PIB renoue progressivement avec la croissance à la fois sur une base trimestrielle (+ 0,2 % en T2 2013 et + 0,3 % en T3 2013) et sur une base annuelle (+ 0,1 % en T2 2013 et + 0,4 % en T3 2013).

Tableau 1

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 *	2014 *
PIB	361.249	364.805	354.592	362.829	369.267	368.758	368.758	372.446
Evolution	+ 2,9 %	+ 1,0 %	- 2,8 %	+ 2,3 %	+ 1,8 %	- 0,1 %	+ 0,0 %	+ 1,1 %

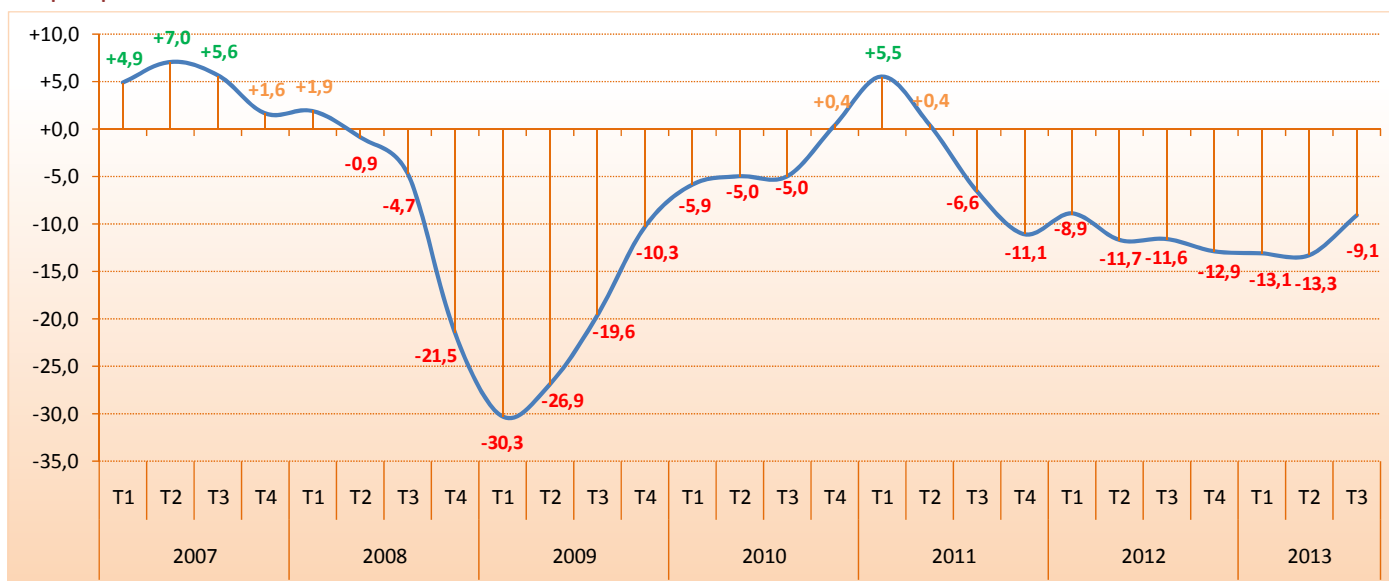
* Prévisions

Les prévisions les plus récentes¹ font état d'une évolution du PIB comprise entre 0 % et + 0,1 % pour l'année 2013 et entre + 1 % et + 1,1 % pour l'année 2014.

1.2 Baromètre de la conjoncture

Le baromètre de la conjoncture basé sur une enquête menée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs traduit le sentiment du monde économique envers l'évolution de la conjoncture ; s'il est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

Graphique 3



Source: BNB – Enquête mensuelle de conjoncture auprès des entreprises

Après avoir plongé durant la crise, le baromètre de la conjoncture s'était redressé par la suite pour redevenir positif durant 3 trimestres consécutifs (de T4 2010 à T2 2011).

Par la suite, il s'est de nouveau replié pour se cantonner aux alentours des - 11 à - 13 points.

Depuis le mois d'août de cette année, le baromètre est repassé au-dessus de la barre des - 10 points : il affiche ainsi - 8,6 points en août et - 6,7 points en septembre. La confiance des entrepreneurs semble donc se redresser progressivement.

¹ Bureau fédéral du Plan – Budget économique du 05 septembre 2013 : + 0,1 % pour 2013 et + 1,1 % pour 2014
 FMI – Perspectives économiques mondiales - octobre 2013 : + 0,1 % pour 2013 et + 1 % pour 2014
 Belgian Prime News – septembre 2013 : 0 % pour 2013 et + 1 % pour 2014

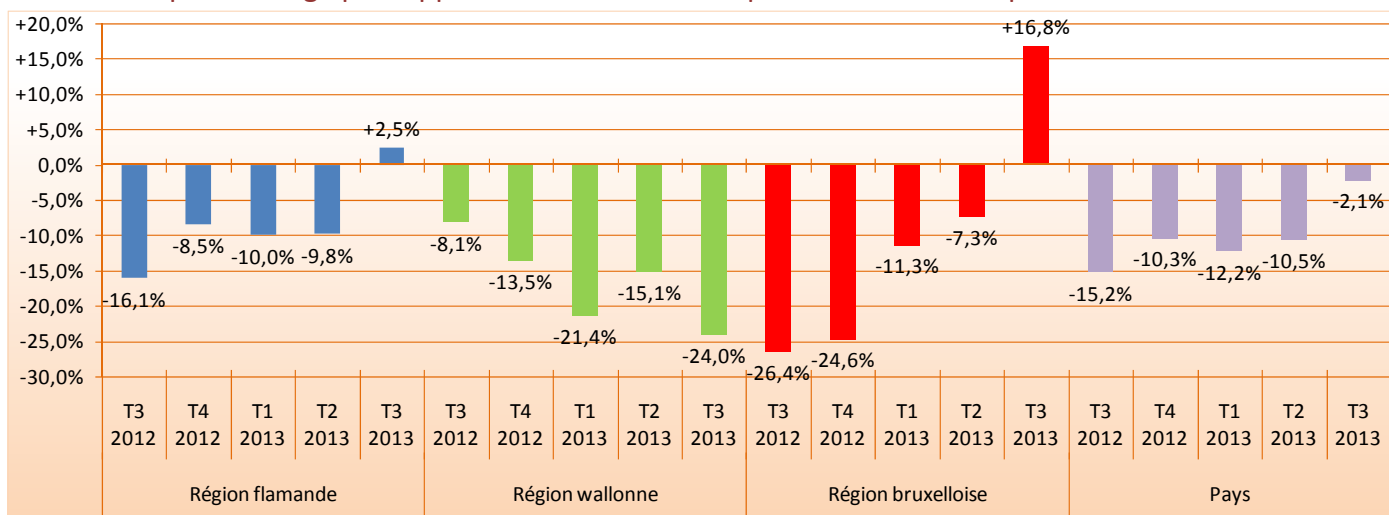
1.3 Offres d'emploi

Tableau 2

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	72.132	18.174	3.392	93.698	2007	T1	100	100	100	100
	T2	73.173	20.240	3.109	96.522		T2	100	100	100	100
	T3	72.024	18.050	3.313	93.387		T3	100	100	100	100
	T4	64.332	17.183	3.315	84.830		T4	100	100	100	100
	Année	281.661	73.647	13.129	368.437		Année	100	100	100	100
2008	T1	73.365	20.045	3.866	97.276	2008	T1	102	110	114	104
	T2	71.934	18.409	3.859	94.202		T2	98	91	124	98
	T3	66.774	19.385	3.992	90.151		T3	93	107	120	97
	T4	57.049	14.610	3.705	75.364		T4	89	85	112	89
	Année	269.122	72.449	15.422	356.993		Année	96	98	117	97
2009	T1	60.359	18.879	3.854	83.092	2009	T1	84	104	114	89
	T2	57.971	15.232	3.364	76.567		T2	79	75	108	79
	T3	50.348	16.397	4.448	71.193		T3	70	91	134	76
	T4	48.910	13.142	3.795	65.847		T4	76	76	114	78
	Année	217.588	63.650	15.461	296.699		Année	77	86	118	81
2010	T1	64.073	18.060	4.348	86.481	2010	T1	89	99	128	92
	T2	67.718	17.487	3.937	89.142		T2	93	86	127	92
	T3	66.333	17.417	4.872	88.622		T3	92	96	147	95
	T4	64.156	15.646	4.209	84.011		T4	100	91	127	99
	Année	262.280	68.610	17.366	348.256		Année	93	93	132	95
2011	T1	79.939	19.867	4.860	104.666	2011	T1	111	109	143	112
	T2	83.919	19.560	5.213	108.692		T2	115	97	168	113
	T3	76.136	18.572	5.805	100.513		T3	106	103	175	108
	T4	67.429	15.563	5.255	88.247		T4	105	91	159	104
	Année	307.423	73.562	21.133	402.118		Année	109	100	161	109
2012	T1	74.596	18.644	5.305	98.545	2012	T1	103	103	156	105
	T2	75.647	15.095	4.673	95.415		T2	103	75	150	99
	T3	63.881	17.066	4.271	85.218		T3	89	95	129	91
	T4	61.721	13.455	3.962	79.138		T4	96	78	120	93
	Année	275.845	64.260	18.211	358.316		Année	98	87	139	97
2013	T1	67.143	14.660	4.706	86.509	2013	T1	93	81	139	92
	T2	68.249	12.819	4.334	85.402		T2	93	63	139	88
	T3	65.448	12.977	4.989	83.414		T3	91	72	151	89

Graphique 4

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Sources: VDAB, FOREM, ACTIRIS et ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Depuis 2012, le VDAB répertorie les offres d'emploi relatives aux indépendants hors du circuit normal du travail ; pour des soucis de cohérence avec les autres services régionaux de l'emploi, nous les intégrons toujours au circuit normal du travail.

Durant l'année 2009, le nombre d'offres d'emploi reçues par les services régionaux de l'emploi avait chuté en Flandre et en Wallonie. Dès le début de l'année 2010 et jusqu'au 2^{ème} trimestre 2011, on observe dans chaque région une remontée progressive du nombre d'offres d'emploi reçues.

Le 4^{ème} trimestre 2011 marque un revirement de tendance : la baisse graduelle du nombre d'offres reçues touche toutes les régions avec une ampleur comparable. Cette diminution persiste encore en Région wallonne (-24,0 %) durant le 3^{ème} trimestre 2013 mais ce n'est (pour la première fois depuis le 4^{ème} trimestre 2011) plus le cas en Région flamande et en Région de Bruxelles-Capitale qui enregistrent une hausse de respectivement 2,5 et 16,8 %. A l'échelle du pays, toutefois, la baisse du nombre d'offres d'emploi est encore toujours réelle : - 2,1 %.

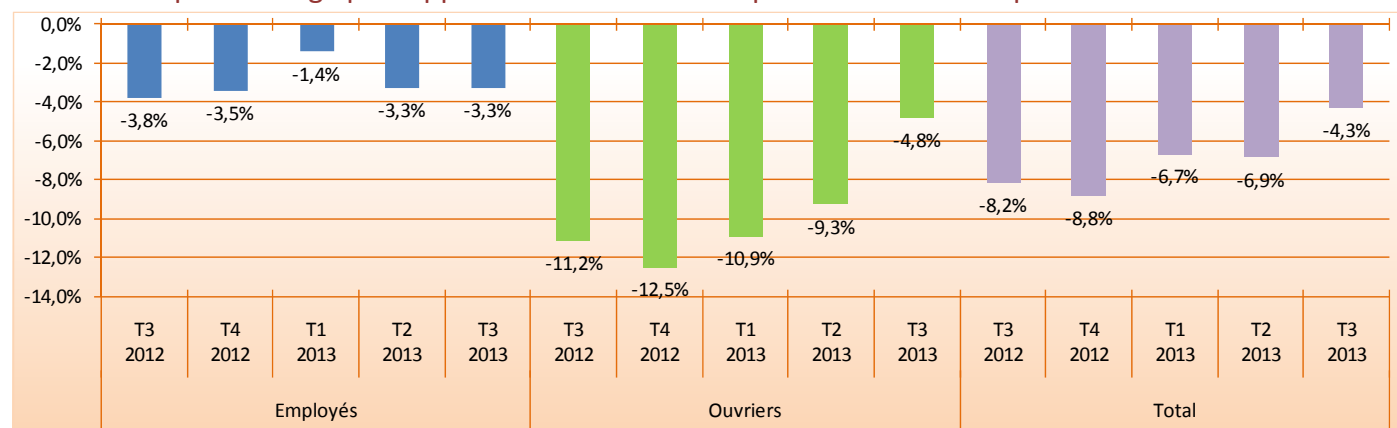
1.4 Intérim

Tableau 3

		Employés	Ouvriers	Total			Employés	Ouvriers	Total
2007	T1	229.192	411.489	639.576	2007	T1	100	100	100
	T2	238.234	413.321	652.015		T2	100	100	100
	T3	240.450	404.636	645.289		T3	100	100	100
	T4	245.532	396.324	642.250		T4	100	100	100
	Année	238.352	406.443	644.783		Année	100	100	100
2008	T1	254.754	411.196	666.152	2008	T1	111	100	104
	T2	253.636	394.607	647.960		T2	106	95	99
	T3	252.550	365.173	617.441		T3	105	90	96
	T4	240.499	324.120	564.645		T4	98	82	88
	Année	250.360	373.774	624.049		Année	105	92	97
2009	T1	226.146	275.197	502.649	2009	T1	99	67	79
	T2	213.795	255.249	468.211		T2	90	62	72
	T3	207.144	263.001	470.357		T3	86	65	73
	T4	208.590	279.256	487.417		T4	85	70	76
	Année	213.919	268.176	482.158		Année	90	66	75
2010	T1	212.623	290.936	503.567	2010	T1	93	71	79
	T2	218.072	315.594	533.692		T2	92	76	82
	T3	223.995	330.419	554.392		T3	93	82	86
	T4	229.303	343.511	572.857		T4	93	87	89
	Année	220.998	320.115	541.127		Année	93	79	84
2011	T1	233.132	359.618	592.284	2011	T1	102	87	93
	T2	235.114	356.155	591.268		T2	99	86	91
	T3	234.870	344.686	579.598		T3	98	85	90
	T4	232.600	336.625	569.863		T4	95	85	89
	Année	233.929	349.271	583.253		Année	98	86	90
2012	T1	227.766	325.200	552.109	2012	T1	99	79	86
	T2	228.455	318.341	546.712		T2	96	77	84
	T3	225.940	306.244	532.292		T3	94	76	82
	T4	224.558	294.488	519.487		T4	91	74	81
	Année	226.680	311.068	537.650		Année	95	77	83
2013	T1	224.575	289.703	515.267	2013	T1	98	70	81
	T2	220.986	288.804	509.197		T2	93	70	78
	T3	218.550	291.477	509.253		T3	91	72	79

Graphique 5

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : FEDERAGON – Les chiffres du tableau de gauche donnent une estimation du nombre moyen d'heures d'intérim prestées par jour en Belgique au cours du trimestre concerné.²

² Cette moyenne journalière par trimestre a été calculée comme la moyenne arithmétique des moyennes journalières des trois mois du trimestre. Les chiffres trimestriels qui sont basés sur le volume réel d'heures d'intérim prestées par trimestre sont disponibles sur le site de Federgon avec un retard d'environ 2 mois à l'adresse suivante : <http://federgon.be/fr/chiffres/interim/enquete-trimestrielle-sur-les-activites-interimaires/>

Après une mauvaise année 2009, le nombre d'heures prestées en intérim est remonté progressivement en 2010 et au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2011. Au 1^{er} trimestre 2012, le trend s'inverse : le nombre d'heures diminue sur une base annuelle dans le segment des ouvriers. Ce fléchissement s'accroît durant toute l'année 2012 et perdure jusqu'au 2^{ème} trimestre 2013.

Il semble que l'on assiste au cours du 3^{ème} trimestre 2013 à un renversement progressif du trend baissier. En effet, le segment des ouvriers est traditionnellement davantage sujet aux fluctuations de la conjoncture que celui des employés. Or, ce segment a moins souffert au cours du dernier trimestre : le repli se réduit à -4,8 % contre -9,3 % au cours du trimestre précédent.

2

L'évolution des chômeurs temporaires

2.1

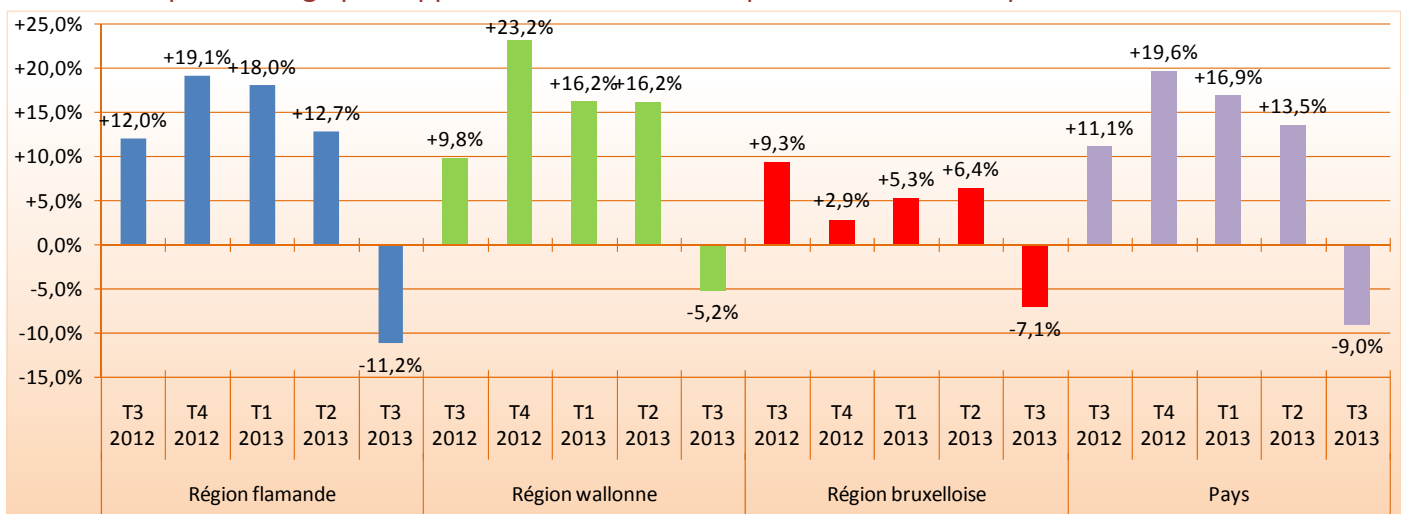
En unités physiques

Tableau 4

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	97.184	50.354	6.215	153.753	2007	T1	100	100	100	100
	T2	69.716	37.444	5.007	112.167		T2	100	100	100	100
	T3	61.041	34.522	3.874	99.438		T3	100	100	100	100
	T4	71.883	38.299	4.255	114.437		T4	100	100	100	100
	Année	74.956	40.155	4.838	119.949		Année	100	100	100	100
2008	T1	101.974	51.667	6.381	160.021	2008	T1	105	103	103	104
	T2	74.597	41.352	5.009	120.958		T2	107	110	100	108
	T3	70.485	33.961	4.025	108.471		T3	115	98	104	109
	T4	96.909	47.761	4.826	149.496		T4	135	125	113	131
	Année	85.991	43.685	5.060	134.737		Année	115	109	105	112
2009	T1	186.704	84.301	8.637	279.643	2009	T1	192	167	139	182
	T2	153.217	68.302	7.412	228.931		T2	220	182	148	204
	T3	103.057	48.219	5.791	157.067		T3	169	140	149	158
	T4	112.773	58.388	6.656	177.817		T4	157	152	156	155
	Année	138.938	64.802	7.124	210.864		Année	185	161	147	176
2010	T1	164.447	82.015	9.651	256.113	2010	T1	169	163	155	167
	T2	104.678	55.343	7.728	167.749		T2	150	148	154	150
	T3	76.246	40.348	5.976	122.569		T3	125	117	154	123
	T4	88.493	51.436	6.784	146.713		T4	123	134	159	128
	Année	108.466	57.285	7.535	173.286		Année	145	143	156	144
2011	T1	117.140	65.083	8.800	191.023	2011	T1	121	129	142	124
	T2	78.624	43.910	7.379	129.912		T2	113	117	147	116
	T3	71.370	38.567	6.026	115.963		T3	117	112	156	117
	T4	77.384	42.823	6.284	126.491		T4	108	112	148	111
	Année	86.129	47.596	7.122	140.847		Année	115	119	147	117
2012	T1	131.133	67.190	9.233	207.555	2012	T1	135	133	149	135
	T2	98.535	51.166	7.926	157.626		T2	141	137	158	141
	T3	79.908	42.343	6.588	128.839		T3	131	123	170	130
	T4	92.135	52.740	6.464	151.338		T4	128	138	152	132
	Année	100.428	53.360	7.552	161.340		Année	134	133	156	135
2013	T1	154.753	78.068	9.720	242.541	2013	T1	159	155	156	158
	T2	111.082	59.437	8.434	178.953		T2	159	159	168	160
	T3	70.959	40.153	6.121	117.233		T3	116	116	158	118

Graphique 6

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis le début de l'année 2008, on observe, à chaque fois par rapport au trimestre équivalent de l'année précédente, une augmentation du chômage temporaire. Cette hausse se marque nettement à partir du 4^{ème} trimestre pour culminer au 2^{ème} trimestre 2009. Elle diminue ensuite progressivement avec un léger rebond au premier trimestre 2010 influencé aussi par l'hiver rigoureux qui a augmenté le recours au chômage temporaire pour intempéries.

Ensuite, on observe à nouveau une augmentation du chômage temporaire depuis le début de l'année 2012 qui peut s'expliquer par l'évolution économique défavorable mais aussi par les intempéries au premier semestre. Aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2012, on enregistre à chaque fois une hausse par rapport au trimestre correspondant de 2011. Par rapport à l'année 2011, on note en 2012 une augmentation de 15 %. La combinaison des effets de la conjoncture et des intempéries survenues au cours de l'hiver dernier a engendré une hausse considérable du chômage temporaire durant le 1^{er} trimestre 2013 : + 16,9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012 et durant le 2^{ème} trimestre 2013 : + 13,5 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2012. Ce dernier pourcentage est toutefois plus bas que celui des 2 précédents trimestres et que la moyenne d'augmentation observée en 2012 (+ 15 %). Au 3^{ème} trimestre 2013, la tendance s'inverse. On note, en effet, durant ce trimestre, du fait d'une conjoncture un peu meilleure et de conditions météorologiques plus favorables, une baisse de 9 % du chômage temporaire par rapport au 3^{ème} trimestre de 2012. Cette diminution est la plus forte en Région flamande : - 11,2 % contre - 7,1 % pour la Région de Bruxelles-Capitale et - 5,2 % en Région wallonne.

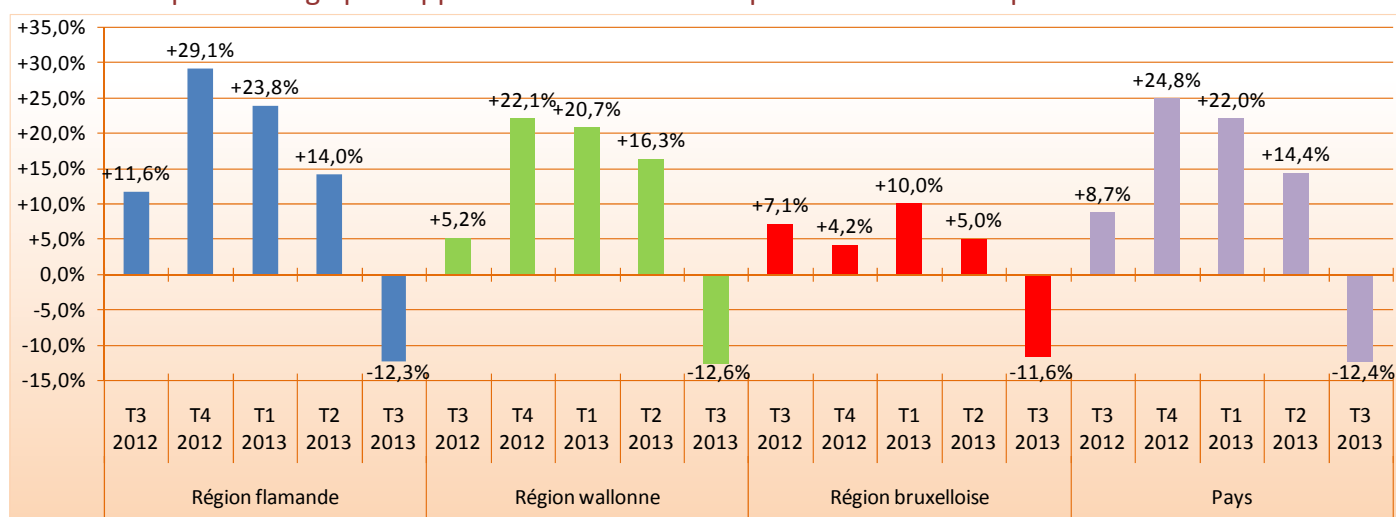
2.2 En unités budgétaires

Tableau 5

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	23.661	16.341	2.087	42.089	2007	T1	100	100	100	100
	T2	14.931	10.849	1.672	27.452		T2	100	100	100	100
	T3	12.372	9.549	1.455	23.376		T3	100	100	100	100
	T4	14.742	10.726	1.468	26.936		T4	100	100	100	100
	Année	16.427	11.866	1.670	29.963		Année	100	100	100	100
2008	T1	22.708	15.892	2.091	40.691	2008	T1	96	97	100	97
	T2	15.596	11.254	1.689	28.539		T2	104	104	101	104
	T3	13.826	9.091	1.449	24.366		T3	112	95	100	104
	T4	21.221	13.063	1.642	35.926		T4	144	122	112	133
	Année	18.338	12.325	1.718	32.381		Année	112	104	103	108
2009	T1	54.960	31.368	2.987	89.315	2009	T1	232	192	143	212
	T2	40.139	21.249	2.440	63.828		T2	269	196	146	233
	T3	24.560	14.534	1.935	41.029		T3	199	152	133	176
	T4	27.624	18.262	2.206	48.092		T4	187	170	150	179
	Année	36.821	21.353	2.392	60.566		Année	224	180	143	202
2010	T1	50.973	33.122	3.481	87.577	2010	T1	215	203	167	208
	T2	24.027	16.583	2.419	43.029		T2	161	153	145	157
	T3	16.394	11.962	1.892	30.248		T3	133	125	130	129
	T4	19.363	15.738	2.075	37.176		T4	131	147	141	138
	Année	27.689	19.351	2.467	49.507		Année	169	163	148	165
2011	T1	30.777	22.232	2.709	55.717	2011	T1	130	136	130	132
	T2	16.842	12.255	1.973	31.070		T2	113	113	118	113
	T3	14.141	10.699	1.746	26.586		T3	114	112	120	114
	T4	16.199	12.241	1.768	30.208		T4	110	114	120	112
	Année	19.490	14.357	2.049	35.895		Année	119	121	123	120
2012	T1	34.851	23.800	2.727	61.378	2012	T1	147	146	131	146
	T2	20.023	13.760	2.079	35.862		T2	134	127	124	131
	T3	15.783	11.254	1.870	28.908		T3	128	118	129	124
	T4	20.917	14.941	1.841	37.699		T4	142	139	125	140
	Année	22.894	15.939	2.129	40.962		Année	139	134	127	137
2013	T1	43.154	28.725	3.000	74.879	2013	T1	182	176	144	178
	T2	22.833	16.004	2.183	41.020		T2	153	148	131	149
	T3	13.841	9.839	1.653	25.333		T3	112	103	114	108

Graphique 7

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



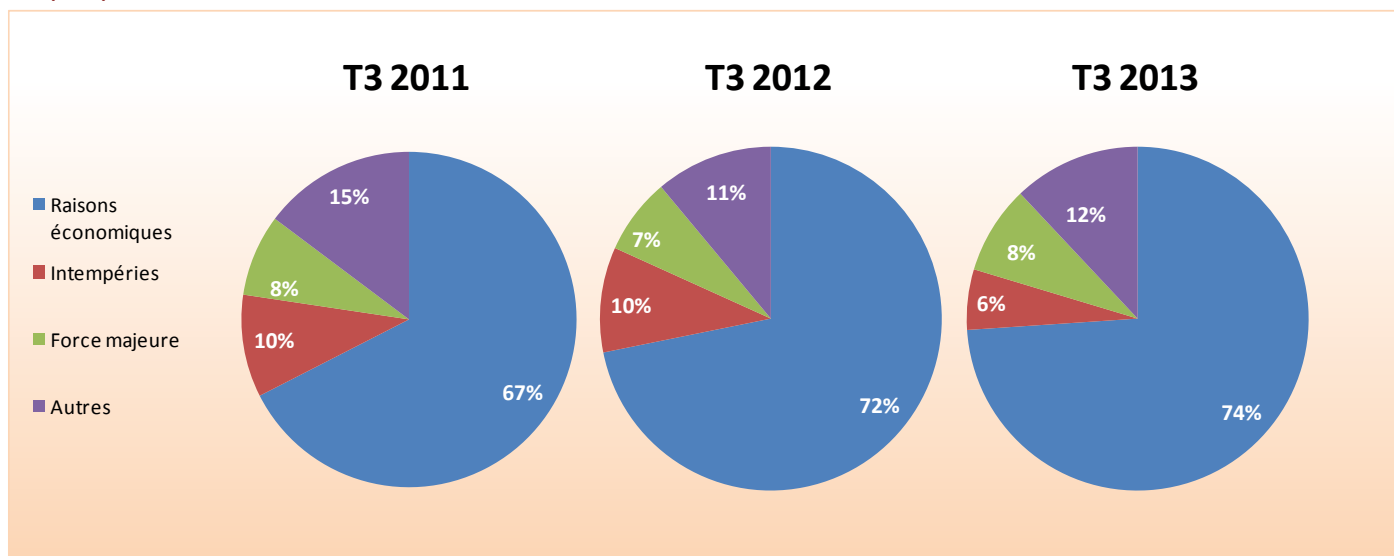
En général, les chômeurs temporaires ne perçoivent des allocations que pour quelques jours par mois. Dès lors, il est utile d'ajouter une présentation de leur évolution en unités budgétaires (équivalents temps plein). L'évolution globale est comparable mais les hausses enregistrées en unités budgétaires ont été, pendant la crise de 2009, plus fortes que celles enregistrées en unités physiques. Cela signifie que le nombre mensuel de jours chômés par ouvrier (ou employé) mis en chômage temporaire pendant la crise a été plus élevé qu'en temps normal.

Entre 2011 et 2012, cette tendance s'est inversée. L'augmentation en unités budgétaires est de 14,1 % entre 2011 et 2012 contre 14,5 % en unités physiques. Entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013, avec la conjoncture défavorable, la tendance s'est à nouveau inversée conjointement à une progression importante du chômage temporaire : + 22,0 % en unités budgétaires et + 16,9 % en unités physiques. Dans une moindre mesure, on peut faire la même constatation pour le 2^{ème} trimestre 2013 : à un an d'intervalle, + 14,4 % en unités budgétaires et + 13,5 % en unités physiques. Par rapport au 3^{ème} trimestre 2012, la diminution de 12,4 % en unités budgétaires au 3^{ème} trimestre 2013 est encore plus prononcée qu'en unités physiques (- 9 %) ce qui tendrait à confirmer l'effet de l'amélioration de la conjoncture. La baisse en unités budgétaires est la plus forte en Région wallonne : - 12,6 % contre - 12,3 % en Région flamande et - 11,6 % pour la Région de Bruxelles-Capitale.

2.3

Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)

Graphique 8³



En raison d'une météo clémente durant l'été 2013, on observe entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013 un recul de 4 points pourcent du poids du chômage temporaire pour intempéries dans la totalité des jours indemnisés en chômage temporaire.

On note au 3^{ème} trimestre 2013 par rapport au 3^{ème} trimestre 2012 une baisse de 9 % du chômage temporaire pour raisons économiques et de 46 % du chômage temporaire pour intempéries.

³ Répartition du nombre de jours de chômage temporaire selon le motif : pour T3 2011 et T3 2012, il s'agit de données après vérification tandis que pour T3 2013, il s'agit de données avant vérification.

2.4

Dont suspension employés (en unités physiques)

Tableau 6

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2009	T3	1.175	691	112	1.977
	T4	4.865	2.412	400	7.678
	Année	3.020	1.552	256	4.828
2010	T1	5.031	2.487	525	8.043
	T2	4.063	2.004	243	6.310
	T3	1.747	608	103	2.459
	T4	726	411	48	1.185
	Année	2.892	1.378	230	4.499
2011	T1	875	484	59	1.418
	T2	1.050	494	60	1.604
	T3	1.043	292	40	1.375
	T4	815	397	41	1.253
	Année	946	417	50	1.412
2012	T1	867	518	41	1.426
	T2	998	556	35	1.588
	T3	898	334	30	1.262
	T4	952	813	20	1.784
	Année	929	555	31	1.515
2013	T1	1.453	827	30	2.310
	T2	1.745	1.105	71	2.921
	T3	1.347	768	64	2.179

La suspension de crise « employés » a été instaurée en juillet 2009. Très vite, elle a répondu aux attentes des entreprises avec des pics au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010.

Au cours du second semestre 2010, le nombre d'employés mis en chômage temporaire a chuté de manière drastique. En 2011, le nombre de paiements mensuels moyens s'est stabilisé à un niveau nettement inférieur à celui de 2010.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, une nouvelle réglementation à caractère permanent est entrée en vigueur en matière de suspension de contrats de travail pour employés. Cette réglementation remplace celle concernant la suspension de crise qui n'était pas prolongée au-delà du 31 décembre 2011 mais en reprend, dans les grandes lignes, les mêmes modalités. Le suivi de l'évolution reste donc pertinent. On a connu une stabilisation durant les 3 premiers trimestres de 2012 par rapport aux 3 premiers trimestres de 2011. Cette stabilisation ne s'est plus confirmée pour le 4^{ème} trimestre 2012 et encore moins pour les 2 premiers trimestres de 2013. La conjoncture défavorable s'est donc également fait ressentir à travers la forte hausse des suspensions employés : + 62 % entre le 1^{er} trimestre 2013 et le trimestre correspondant de 2012, + 83,9 % entre le 2^{ème} trimestre 2013 et le trimestre correspondant de 2012 et, malgré un certain redressement conjoncturel, encore + 72,6 % entre le 3^{ème} trimestre 2013 et le trimestre correspondant de 2012. Les chiffres absolus restent toutefois peu élevés, avec une moyenne de 2.179 unités physiques ou 382 unités budgétaires au 3^{ème} trimestre 2013.

2.5 L'évolution du chômage temporaire par branche d'activité (en unités budgétaires)

Tableau 7

Secteur	2007 - T3		2012 - T3		2013 - T3		diff. 2013/2007 en %	diff. 2013/2012 en %
Agriculture, sylviculture et pêche	400	1,7 %	376	1,3 %	288	1,1 %	- 28,1 %	- 23,5 %
Extraction de minerais	406	1,7 %	621	2,1 %	295	1,2 %	- 27,4 %	- 52,5 %
Industrie	6.271	26,8 %	9.074	31,4 %	8.420	33,2 %	+ 34,3 %	- 7,2 %
dont:								
fabrication de produits non métalliques	105	0,5 %	183	0,6 %	212	0,8 %	+ 101,1 %	+ 16,0 %
industrie du verre	79	0,3 %	142	0,5 %	146	0,6 %	+ 86,0 %	+ 3,0 %
industrie chimique	300	1,3 %	483	1,7 %	386	1,5 %	+ 28,7 %	- 20,0 %
fabrication de produits en métal	295	1,3 %	389	1,3 %	270	1,1 %	- 8,3 %	- 30,6 %
fabrication de machines/de matériel mécanique	1.405	6,0 %	3.615	12,5 %	3.589	14,2 %	+ 155,5 %	- 0,7 %
construction de machines de bureau	410	1,8 %	607	2,1 %	566	2,2 %	+ 37,8 %	- 6,8 %
construction d'automobiles	35	0,1 %	130	0,4 %	152	0,6 %	+ 336,6 %	+ 17,1 %
fabrication d'instr. de précision/d'optique	2	0,0 %	2	0,0 %	1	0,0 %	- 35,2 %	- 51,5 %
produits alimentaires, industrie des boissons	807	3,5 %	772	2,7 %	673	2,7 %	- 16,7 %	- 12,8 %
industrie du tabac	10	0,0 %	14	0,0 %	13	0,1 %	+ 28,3 %	- 7,2 %
industrie du textile	1.262	5,4 %	1.174	4,1 %	965	3,8 %	- 23,5 %	- 17,8 %
industrie du cuir	32	0,1 %	31	0,1 %	24	0,1 %	- 24,9 %	- 21,8 %
industrie de la chaussure	6	0,0 %	5	0,0 %	3	0,0 %	- 48,5 %	- 31,5 %
industrie de l'habillement	590	2,5 %	474	1,6 %	404	1,6 %	- 31,7 %	- 14,8 %
industrie du bois/fabrication de meubles	471	2,0 %	591	2,0 %	584	2,3 %	+ 24,0 %	- 1,0 %
industrie du papier	112	0,5 %	173	0,6 %	146	0,6 %	+ 31,0 %	- 15,4 %
imprimerie/édition	128	0,5 %	176	0,6 %	187	0,7 %	+ 46,1 %	+ 6,2 %
industrie du caoutchouc	4	0,0 %	6	0,0 %	6	0,0 %	+ 48,2 %	- 7,2 %
fabrication de produits en plastique	1	0,0 %	1	0,0 %	1	0,0 %	+ 46,1 %	+ 40,7 %
industrie du diamant	205	0,9 %	93	0,3 %	78	0,3 %	- 61,7 %	- 16,0 %
autres industries manufacturières	13	0,1 %	16	0,1 %	14	0,1 %	+ 7,7 %	- 13,7 %
Construction	7.551	32,3 %	6.262	21,7 %	5.092	20,1 %	- 32,6 %	- 18,7 %
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	17	0,1 %	22	0,1 %	21	0,1 %	+ 21,0 %	- 4,5 %
Commerce, banques et assurances	864	3,7 %	964	3,3 %	839	3,3 %	- 2,9 %	- 13,0 %
Transports et communications	571	2,4 %	951	3,3 %	771	3,0 %	+ 35,2 %	- 18,9 %
dont:								
dockers	57	0,2 %	107	0,4 %	85	0,3 %	+ 48,7 %	- 20,5 %
Services	5.704	24,4 %	8.524	29,5 %	7.633	30,1 %	+ 33,8 %	- 10,5 %
dont:								
horeca	981	4,2 %	1.161	4,0 %	957	3,8 %	- 2,5 %	- 17,6 %
réparation de biens de consommation et de véhicules	203	0,9 %	245	0,8 %	206	0,8 %	+ 1,3 %	- 15,9 %
services fournis aux entreprises	1.382	5,9 %	2.741	9,5 %	2.380	9,4 %	+ 72,2 %	- 13,2 %
administration publique générale	267	1,1 %	300	1,0 %	280	1,1 %	+ 5,0 %	- 6,8 %
enseignement	81	0,3 %	88	0,3 %	74	0,3 %	- 9,0 %	- 15,7 %
santé publique et services vétérinaires	255	1,1 %	190	0,7 %	178	0,7 %	- 30,2 %	- 6,5 %
autres activités de services	162	0,7 %	193	0,7 %	166	0,7 %	+ 2,7 %	- 13,9 %
autres services	2.371	10,1 %	3.604	12,5 %	3.392	13,4 %	+ 43,0 %	- 5,9 %
Activité à l'étranger, jeunes ayant quitté l'école, indéterminé	1.593	6,8 %	2.114	7,3 %	1.974	7,8 %	+ 23,9 %	- 6,6 %
Total	23.376	100 %	28.908	100 %	25.333	100 %	+ 8,4 %	- 12,4 %

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2012, le chômage temporaire (exprimé en unités budgétaires) enregistré durant le 3^{ème} trimestre 2013 a connu une diminution de 12,4 %.

La baisse est de 18,7 % dans le secteur de la construction (sous l'influence aussi des bonnes conditions climatiques), de 13 % dans le secteur du commerce, des banques et assurances, de 10,5 % dans le secteur des services et de 7,2 % dans celui de l'industrie.

3 L'évolution des créations et des disparitions d'entreprises

3.1 L'évolution des faillites⁴

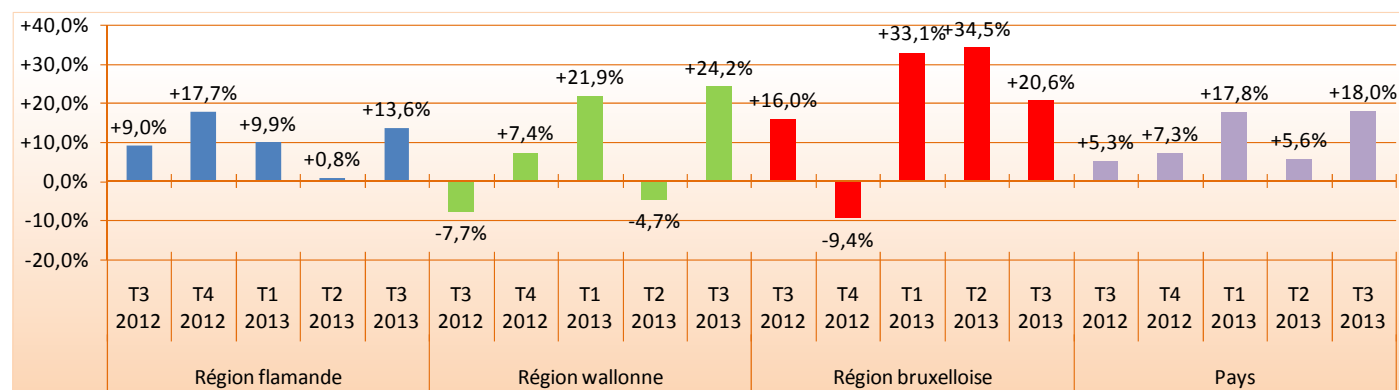
3.1.1 Avec ou sans personnel

Tableau 8

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	1.001	548	373	8	1.930	2007	T1	100	100	100	100
	T2	953	581	416	12	1.962		T2	100	100	100	100
	T3	728	400	310	2	1.440		T3	100	100	100	100
	T4	1.003	634	426	17	2.080		T4	100	100	100	100
	Année	3.685	2.163	1.525	39	7.412		Année	100	100	100	100
2008	T1	946	588	417	6	1.957	2008	T1	95	107	112	101
	T2	1.063	658	472	16	2.209		T2	112	113	113	113
	T3	860	451	448	6	1.765		T3	118	113	145	123
	T4	1.145	669	494	7	2.315		T4	114	106	116	111
	Année	4.014	2.366	1.831	35	8.246		Année	109	109	120	111
2009	T1	1.307	737	418	6	2.468	2009	T1	131	134	112	128
	T2	1.199	687	471	7	2.364		T2	126	118	113	120
	T3	876	568	434	4	1.882		T3	120	142	140	131
	T4	1.254	679	501	4	2.438		T4	125	107	118	117
	Année	4.636	2.671	1.824	21	9.152		Année	126	123	120	123
2010	T1	1.332	717	506	7	2.562	2010	T1	133	131	136	133
	T2	1.307	721	474	5	2.507		T2	137	124	114	128
	T3	1.029	587	435	6	2.057		T3	141	147	140	143
	T4	1.184	699	536	6	2.425		T4	118	110	126	117
	Année	4.852	2.724	1.951	24	9.551		Année	132	126	128	129
2011	T1	1.330	774	498	8	2.610	2011	T1	133	141	134	135
	T2	1.209	783	567	8	2.567		T2	127	135	136	131
	T3	1.015	653	468	5	2.141		T3	139	163	151	149
	T4	1.284	743	786	5	2.818		T4	128	117	185	135
	Année	4.838	2.953	2.319	26	10.136		Année	131	137	152	137
2012	T1	1.323	767	475	2	2.567	2012	T1	132	140	127	133
	T2	1.404	786	525	4	2.719		T2	147	135	126	139
	T3	1.106	603	543	3	2.255		T3	152	151	175	157
	T4	1.511	798	712	4	3.025		T4	151	126	167	145
	Année	5.344	2.954	2.255	13	10.566		Année	145	137	148	143
2013	T1	1.454	935	632	2	3.023	2013	T1	145	171	169	157
	T2	1.415	749	706	2	2.872		T2	148	129	170	146
	T3	1.256	749	655	1	2.661		T3	173	187	211	185

Graphique 9

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du nombre de faillites d'entreprises occupant ou non du personnel enregistre une augmentation continue depuis 2007. Entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013, la hausse touche toutes les régions (+ 20,6 % pour la Région bruxelloise contre + 13,6 % pour la Région flamande et + 24,2 % pour la Région wallonne).

⁴ Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

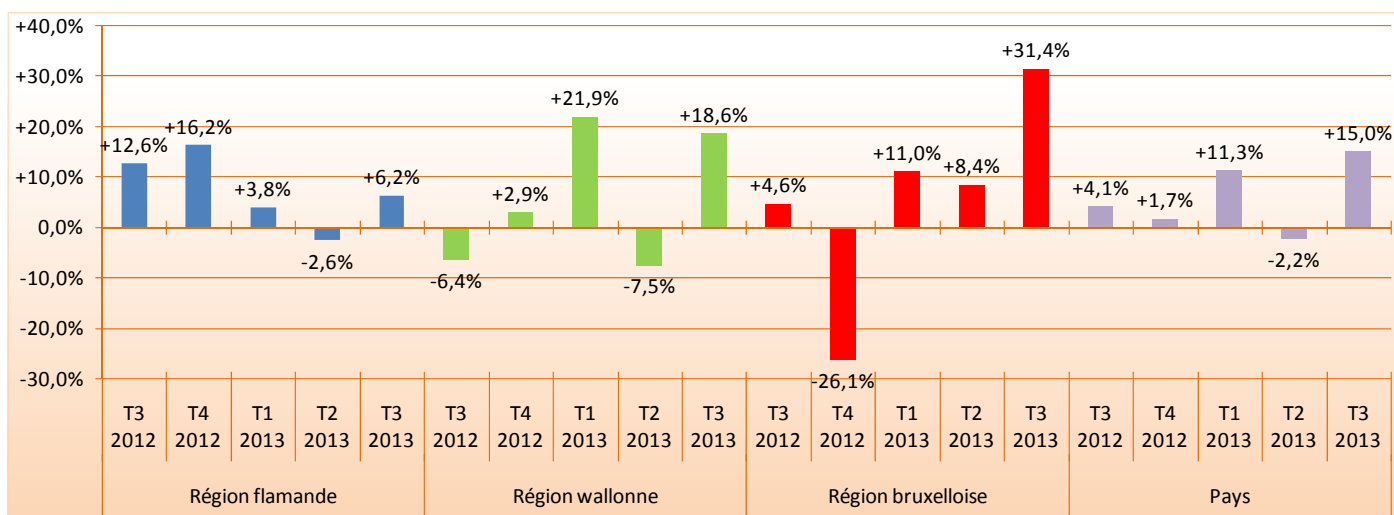
3.1.2 Avec personnel (par région)

Tableau 9

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	368	242	131	741	2007	T1	100	100	100	100
	T2	375	255	158	788		T2	100	100	100	100
	T3	261	194	120	575		T3	100	100	100	100
	T4	354	283	132	769		T4	100	100	100	100
	Année	1.358	974	541	2.873		Année	100	100	100	100
2008	T1	353	250	147	750	2008	T1	96	103	112	101
	T2	404	280	133	817		T2	108	110	84	104
	T3	321	197	165	683		T3	123	102	138	119
	T4	418	306	167	891		T4	118	108	127	116
	Année	1.496	1.033	612	3.141		Année	110	106	113	109
2009	T1	495	319	153	967	2009	T1	135	132	117	130
	T2	479	292	156	927		T2	128	115	99	118
	T3	341	270	154	765		T3	131	139	128	133
	T4	463	297	187	947		T4	131	105	142	123
	Année	1.778	1.178	650	3.606		Année	131	121	120	126
2010	T1	479	320	164	963	2010	T1	130	132	125	130
	T2	460	307	174	941		T2	123	120	110	119
	T3	391	264	174	829		T3	150	136	145	144
	T4	428	310	162	900		T4	121	110	123	117
	Année	1.758	1.201	674	3.633		Année	129	123	125	126
2011	T1	483	336	142	961	2011	T1	131	139	108	130
	T2	454	369	146	969		T2	121	145	92	123
	T3	358	299	152	809		T3	137	154	127	141
	T4	438	342	245	1.025		T4	124	121	186	133
	Année	1.733	1.346	685	3.764		Année	128	138	127	131
2012	T1	506	361	173	1.040	2012	T1	138	149	132	140
	T2	501	348	191	1.040		T2	134	136	121	132
	T3	403	280	159	842		T3	154	144	133	146
	T4	509	352	181	1.042		T4	144	124	137	136
	Année	1.919	1.341	704	3.964		Année	141	138	130	138
2013	T1	525	440	192	1.157	2013	T1	143	182	147	156
	T2	488	322	207	1.017		T2	130	126	131	129
	T3	428	332	209	968		T3	164	171	174	168

Graphique 10

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du nombre de faillites d'entreprises occupant du personnel suit la même tendance : une hausse de 15 % sur une base annuelle au 3^{ème} trimestre 2013. Par rapport à la situation d'avant-crise, l'augmentation est assez semblable d'une région à l'autre : + 64 % en Région flamande par rapport au 3^{ème} trimestre 2007 contre + 71 % en Région wallonne et + 74 % en Région de Bruxelles-Capitale.

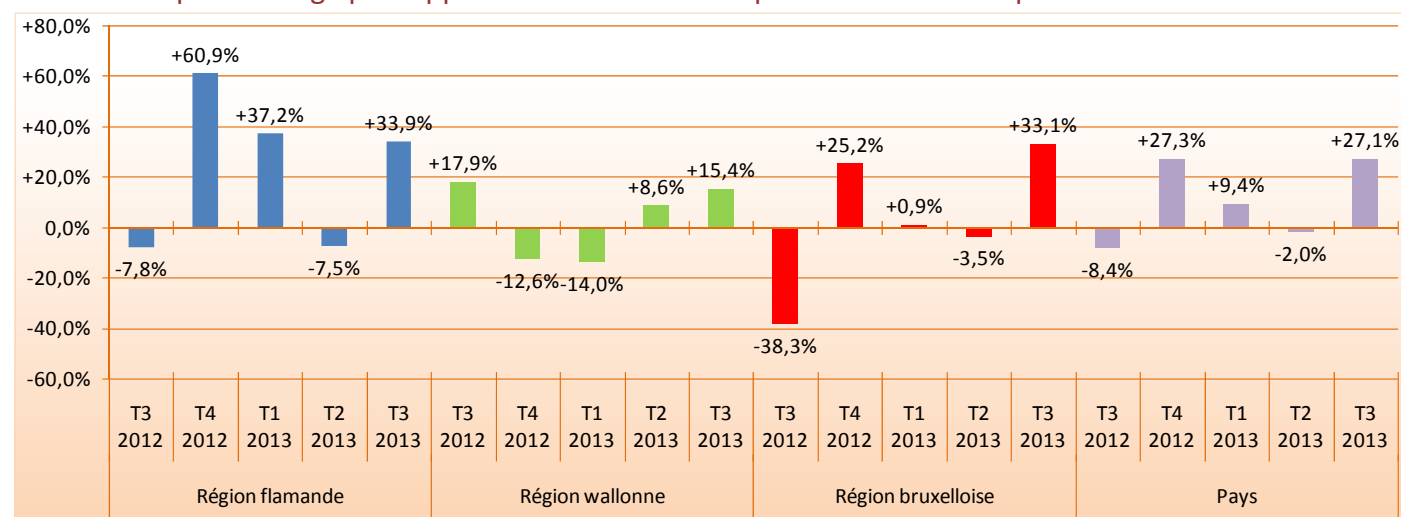
3.1.3 Emplois perdus (par région)

Tableau 10

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	2.639	1.978	1.286	5.903	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2.373	2.351	1.253	5.977		T2	100	100	100	100
	T3	1.775	1.643	769	4.187		T3	100	100	100	100
	T4	2.622	1.704	697	5.023		T4	100	100	100	100
	Année	9.409	7.676	4.005	21.090		Année	100	100	100	100
2008	T1	2.976	1.746	1.143	5.865	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2.287	1.794	1.069	5.150		T2	96	76	85	86
	T3	2.249	1.672	856	4.777		T3	127	102	111	114
	T4	3.226	2.157	923	6.306		T4	123	127	132	126
	Année	10.738	7.369	3.991	22.098		Année	114	96	100	105
2009	T1	3.711	1.912	925	6.548	2009	T1	141	97	72	111
	T2	3.323	2.250	1.083	6.656		T2	140	96	86	111
	T3	1.966	1.760	871	4.597		T3	111	107	113	110
	T4	2.378	1.904	1.667	5.949		T4	91	112	239	118
	Année	11.378	7.826	4.546	23.750		Année	121	102	114	113
2010	T1	3.060	2.846	1.035	6.941	2010	T1	116	144	80	118
	T2	2.804	2.162	872	5.838		T2	118	92	70	98
	T3	2.254	1.733	1.017	5.004		T3	127	105	132	120
	T4	2.809	2.104	898	5.811		T4	107	123	129	116
	Année	10.927	8.845	3.822	23.594		Année	116	115	95	112
2011	T1	3.405	2.442	1.338	7.185	2011	T1	129	123	104	122
	T2	3.068	2.284	968	6.320		T2	129	97	77	106
	T3	2.643	1.576	1.434	5.653		T3	149	96	186	135
	T4	2.695	2.189	1.491	6.375		T4	103	128	214	127
	Année	11.811	8.491	5.231	25.533		Année	126	111	131	121
2012	T1	2.990	3.123	1.223	7.336	2012	T1	113	158	95	124
	T2	3.635	2.055	1.282	6.972		T2	153	87	102	117
	T3	2.437	1.858	885	5.180		T3	137	113	115	124
	T4	4.337	1.913	1.867	8.117		T4	165	112	268	162
	Année	13.399	8.949	5.257	27.605		Année	142	117	131	131
2013	T1	4.103	2.686	1.234	8.023	2013	T1	155	136	96	136
	T2	3.363	2.231	1.237	6.831		T2	142	95	99	114
	T3	3.262	2.144	1.178	6.584		T3	184	130	153	157

Graphique 11

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En termes d'emplois perdus également, la même tendance persiste : sur une base annuelle, + 27,1 % entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013.

3.2

L'évolution des licenciements collectifs

Tableau 11

Nombre de travailleurs concernés par une intention de procéder à un licenciement collectif

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	Année	6.134	1.196	5.687	13.017	2010	Année	100	100	100	100
2011	T1	1.168	344	518	2.030	2011	T1	100	100	100	100
	T2	563	577	154	1.294		T2	100	100	100	100
	T3	494	355	486	1.335		T3	100	100	100	100
	T4	1.406	239	351	1.996		T4	100	100	100	100
	Année	3.631	1.515	1.509	6.655		Année	59	127	27	51
2012	T1	1.687	1.233	211	3.131	2012	T1	144	358	41	154
	T2	1.837	377	107	2.321		T2	326	65	69	179
	T3	627	118	285	1.030		T3	127	33	59	77
	T4	8.079	1.811	335	10.225		T4	575	758	95	512
	Année	12.230	3.539	938	16.707		Année	199	296	16	128
2013	T1	901	3.336	436	4.673	2013	T1	77	970	84	230
	T2	1.124	559	364	2.047		T2	200	97	236	158
	T3	804	74	93	971		T3	163	21	19	73
						2012	T3	100	100	100	100
						2013	T3	128	63	33	94

Source: SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

L'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif débute la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976. Le nombre de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif a atteint un sommet en 2012: 16.707 personnes contre 13.017 en 2010. Bien que la situation soit très diversifiée selon la région, on note globalement, sur une base annuelle, une baisse de 6 % du nombre d'annonces au cours du 3^{ème} trimestre 2013.

Tableau 12

Nombre de travailleurs concernés par une notification d'un licenciement collectif

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	Année	6.394	1.143	5.325	12.862	2010	Année	100	100	100	100
2011	T1	1.149	215	186	1.550	2011	T1	100	100	100	100
	T2	838	860	100	1.798		T2	100	100	100	100
	T3	340	156	559	1.055		T3	100	100	100	100
	T4	363	254	634	1.251		T4	100	100	100	100
	Année	2.690	1.485	1.479	5.654		Année	42	130	28	44
2012	T1	1.174	213	310	1.697	2012	T1	102	99	167	109
	T2	1.272	147	31	1.450		T2	152	17	31	81
	T3	1.079	1.200	225	2.504		T3	317	769	40	237
	T4	1.259	1.039	95	2.393		T4	347	409	15	191
	Année	4.784	2.599	661	8.044		Année	75	227	12	63
2013	T1	1.379	1.710	322	3.411	2013	T1	120	795	173	220
	T2	1.031	582	108	1.721		T2	123	68	108	96
	T3	5.830	94	138	6.062		T3	1.715	60	25	575
						2012	T3	100	100	100	100
						2013	T3	540	8	61	242

Source: SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

La notification clôture la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976 et circonscrit les travailleurs réellement touchés par un licenciement collectif. Le nombre de travailleurs concernés par une notification de licenciement collectif en 2012 était resté en-deçà du chiffre de 2010 (8.044 contre 12.862). Pour l'année 2013, ce chiffre record risque bien d'être dépassé ; en effet, de l'addition des 3 premiers trimestres de l'année, il résulte déjà un total de 11.194 notifications. Si au cours du 1^{er} trimestre 2013, 2 entreprises importantes avaient procédé à une notification (Dufenco Belgium SA et NMLK La Louvière), en juillet, ce fut le tour de Ford Genk et de ses sous-traitants directs.

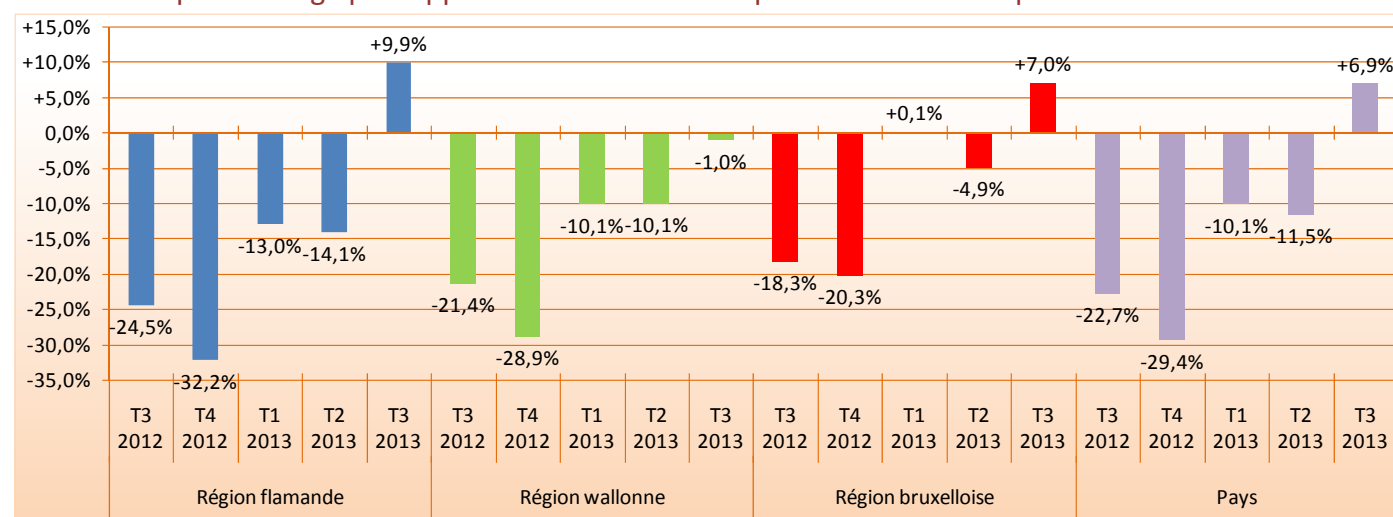
3.3 L'évolution des créations d'entreprises

Tableau 13
Constitution d'entreprises dans le secteur marchand⁵

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	4.465	1.579	1.331	1	7.376	2007	T1	100	100	100	100
	T2	3.904	1.438	1.266	3	6.611		T2	100	100	100	100
	T3	3.563	1.269	1.073	0	5.905		T3	100	100	100	100
	T4	4.778	1.616	1.440	3	7.837		T4	100	100	100	100
	Année	16.710	5.902	5.110	7	27.729		Année	100	100	100	100
2008	T1	4.702	1.675	1.224	4	7.605	2008	T1	105	106	92	103
	T2	4.383	1.579	1.274	22	7.258		T2	112	110	101	110
	T3	3.836	1.238	1.038	17	6.129		T3	108	98	97	104
	T4	4.558	1.526	1.190	8	7.282		T4	95	94	83	93
	Année	17.479	6.018	4.726	51	28.274		Année	105	102	92	102
2009	T1	4.082	1.498	1.069	8	6.657	2009	T1	91	95	80	90
	T2	3.652	1.321	1.053	4	6.030		T2	94	92	83	91
	T3	3.563	1.216	903	3	5.685		T3	100	96	84	96
	T4	4.695	1.533	1.282	5	7.515		T4	98	95	89	96
	Année	15.992	5.568	4.307	20	25.887		Année	96	94	84	93
2010	T1	4.802	1.634	1.261	6	7.703	2010	T1	108	103	95	104
	T2	4.082	1.583	1.135	8	6.808		T2	105	110	90	103
	T3	4.123	1.373	1.065	2	6.563		T3	116	108	99	111
	T4	5.202	1.792	1.361	2	8.357		T4	109	111	95	107
	Année	18.209	6.382	4.822	18	29.431		Année	109	108	94	106
2011	T1	5.136	1.803	1.410	3	8.352	2011	T1	115	114	106	113
	T2	4.655	1.674	1.323	0	7.652		T2	119	116	105	116
	T3	4.138	1.476	1.204	4	6.822		T3	116	116	112	116
	T4	4.979	1.848	1.422	4	8.253		T4	104	114	99	105
	Année	18.908	6.801	5.359	11	31.079		Année	113	115	105	112
2012	T1	4.514	1.647	1.287	5	7.453	2012	T1	101	104	97	101
	T2	3.643	1.391	1.155	4	6.193		T2	93	97	91	94
	T3	3.126	1.160	984	2	5.272		T3	88	91	92	89
	T4	3.376	1.314	1.134	1	5.825		T4	71	81	79	74
	Année	14.659	5.512	4.560	12	24.743		Année	88	93	89	89
2013	T1	3.928	1.480	1.288	4	6.700	2013	T1	88	94	97	91
	T2	3.129	1.251	1.098	1	5.479		T2	80	87	87	83
	T3	3.435	1.148	1.053	1	5.637		T3	96	90	98	95

Graphique 12

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : SPF Economie

Le nombre de créations d'entreprises dans le secteur marchand reprend le chemin de la hausse au cours du 3^{ème} trimestre 2013 : + 6,9 % sur une base annuelle.

⁵ Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique; il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.

4

L'évolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)

4.1

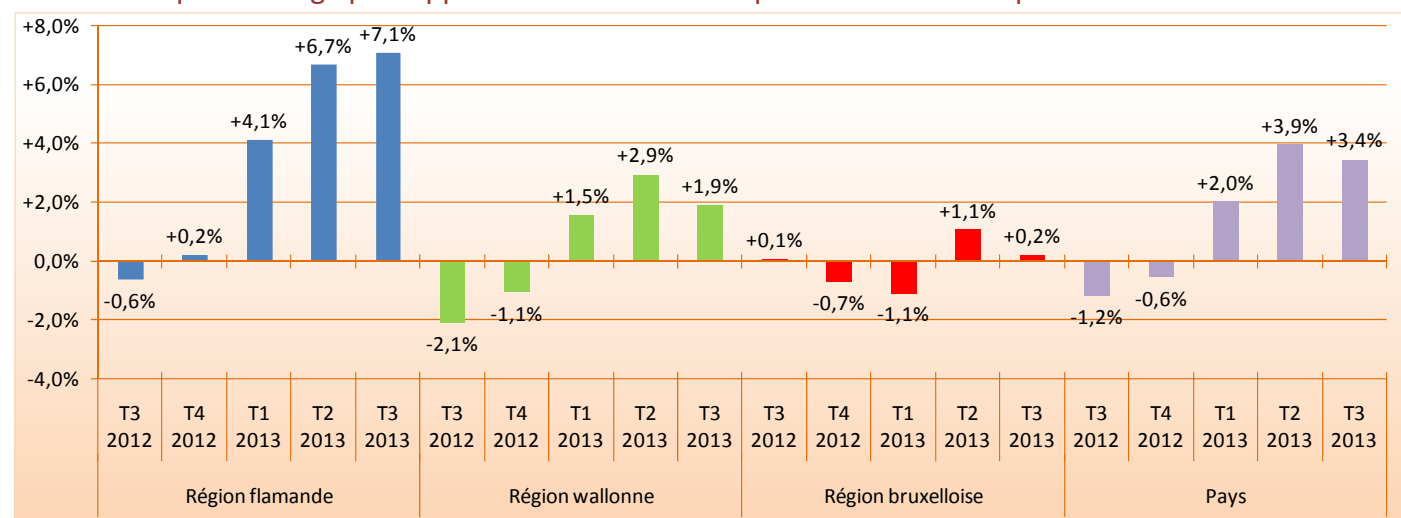
Par région

Tableau 14

		Région flamande				Région wallonne				Région bruxelloise				Pays			
		Région flamande		Région wallonne		Région bruxelloise		Pays		Région flamande		Région wallonne		Région bruxelloise		Pays	
2007	T1	163.712	209.692	72.109	445.513	2007	T1	100	100	100	100						
	T2	151.166	203.878	70.754	425.798		T2	100	100	100	100						
	T3	152.344	209.182	72.801	434.326		T3	100	100	100	100						
	T4	141.863	199.678	69.169	410.710		T4	100	100	100	100						
	Année	152.271	205.607	71.208	429.087		Année	100	100	100	100						
2008	T1	146.718	201.045	70.213	417.975	2008	T1	90	96	97	94						
	T2	134.255	192.365	68.228	394.848		T2	89	94	96	93						
	T3	139.604	197.000	69.479	406.083		T3	92	94	95	93						
	T4	136.738	191.432	68.305	396.475		T4	96	96	99	97						
	Année	139.329	195.460	69.056	403.845		Année	92	95	97	94						
2009	T1	156.964	199.986	71.264	428.214	2009	T1	96	95	99	96						
	T2	158.363	198.516	71.895	428.773		T2	105	97	102	101						
	T3	166.258	205.710	74.886	446.855		T3	109	98	103	103						
	T4	161.131	198.385	73.122	432.638		T4	114	99	106	105						
	Année	160.679	200.649	72.792	434.120		Année	106	98	102	101						
2010	T1	172.358	203.946	77.335	453.640	2010	T1	105	97	107	102						
	T2	162.123	197.122	75.736	434.981		T2	107	97	107	102						
	T3	162.037	201.307	77.215	440.560		T3	106	96	106	101						
	T4	155.008	194.007	75.507	424.522		T4	109	97	109	103						
	Année	162.882	199.096	76.448	438.426		Année	107	97	107	102						
2011	T1	161.105	197.108	77.366	435.578	2011	T1	98	94	107	98						
	T2	148.498	188.628	75.536	412.662		T2	98	93	107	97						
	T3	152.514	195.432	77.206	425.152		T3	100	93	106	98						
	T4	148.325	190.397	75.179	413.901		T4	105	95	109	101						
	Année	152.610	192.891	76.322	421.823		Année	100	94	107	98						
2012	T1	156.616	193.615	77.484	427.715	2012	T1	96	92	107	96						
	T2	148.534	185.213	75.827	409.574		T2	98	91	107	96						
	T3	151.545	191.307	77.251	420.103		T3	99	91	106	97						
	T4	148.606	188.354	74.647	411.608		T4	105	94	108	100						
	Année	151.325	189.622	76.302	417.250		Année	99	92	107	97						
2013	T1	163.052	196.602	76.638	436.293	2013	T1	100	94	106	98						
	T2	158.427	190.645	76.628	425.701		T2	105	94	108	100						
	T3	162.262	194.933	77.397	434.592		T3	107	93	106	100						

Graphique 13

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



On note au 3^{ème} trimestre 2013, une hausse sur une base annuelle (+ 3,4 %) qui est toutefois légèrement inférieure à celle du 2^{ème} trimestre 2013 (+ 3,9 %).

En termes relatifs, l'augmentation sur base annuelle est la plus forte en Région flamande : + 7,1 %. En Région wallonne (+ 1,9 %) et en Région de Bruxelles- Capitale (+ 0,2 %), l'augmentation du nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi a été moins prononcée.

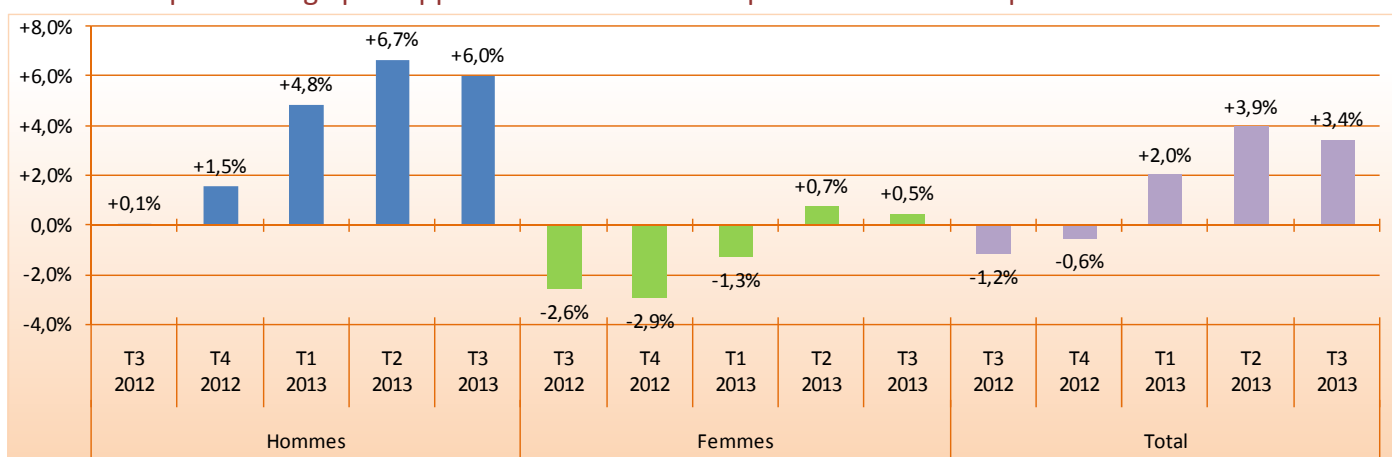
4.2 Par sexe

Tableau 15

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	222.432	223.081	445.513	2007	T1	100	100	100
	T2	211.592	214.206	425.798		T2	100	100	100
	T3	214.108	220.218	434.326		T3	100	100	100
	T4	205.110	205.600	410.710		T4	100	100	100
	Année	213.310	215.776	429.087		Année	100	100	100
2008	T1	211.179	206.796	417.975	2008	T1	95	93	94
	T2	198.001	196.847	394.848		T2	94	92	93
	T3	202.490	203.593	406.083		T3	95	92	93
	T4	202.242	194.233	396.475		T4	99	94	97
	Année	203.478	200.367	403.845		Année	95	93	94
2009	T1	225.460	202.754	428.214	2009	T1	101	91	96
	T2	227.747	201.026	428.773		T2	108	94	101
	T3	236.942	209.912	446.855		T3	111	95	103
	T4	231.966	200.672	432.638		T4	113	98	105
	Année	230.529	203.591	434.120		Année	108	94	101
2010	T1	245.684	207.955	453.640	2010	T1	110	93	102
	T2	233.603	201.378	434.981		T2	110	94	102
	T3	233.859	206.701	440.560		T3	109	94	101
	T4	226.332	198.190	424.522		T4	110	96	103
	Année	234.870	203.556	438.426		Année	110	94	102
2011	T1	233.598	201.980	435.578	2011	T1	105	91	98
	T2	219.726	192.936	412.662		T2	104	90	97
	T3	225.026	200.126	425.152		T3	105	91	98
	T4	220.256	193.645	413.901		T4	107	94	101
	Année	224.651	197.172	421.823		Année	105	91	98
2012	T1	230.822	196.892	427.715	2012	T1	104	88	96
	T2	220.858	188.716	409.574		T2	104	88	96
	T3	225.168	194.936	420.103		T3	105	89	97
	T4	223.666	187.942	411.608		T4	109	91	100
	Année	225.128	192.122	417.250		Année	106	89	97
2013	T1	241.996	194.297	436.293	2013	T1	109	87	98
	T2	235.590	190.111	425.701		T2	111	89	100
	T3	238.730	195.861	434.592		T3	111	89	100

Graphique 14

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du chômage des hommes et des femmes est très différente. Le chômage complet féminin est, en effet, moins sensible à l'évolution de la conjoncture. Il est resté en deçà des 100 points sur toute la période, donc sous le niveau de 2007. Sur une base annuelle, au 3^{ème} trimestre 2013 (comme au 2^{ème} trimestre), le chômage complet féminin a à nouveau légèrement progressé (+ 0,5 %) et ce, après 11 trimestres consécutifs de baisse.

En revanche, le chômage complet masculin suit davantage l'évolution de la conjoncture. Nonobstant le léger redressement conjoncturel de fin 2010 à fin 2011 et, de ce fait, la baisse du chômage complet masculin durant cette période, les hommes n'ont jamais retrouvé le niveau d'avant la crise. Depuis 2012, la conjoncture économique s'est à nouveau dégradée. Cette dégradation s'est répercutée sur le chômage complet masculin. Depuis le 2^{ème} trimestre de 2012, à un an d'intervalle, plus aucune diminution n'a été enregistrée. Depuis début 2013, sur base annuelle, on enregistre une hausse considérable des hommes. Cette augmentation se retrouve encore durant le 3^{ème} trimestre 2013. Par rapport au 3^{ème} trimestre 2012, 13 562 paiements supplémentaires ont été recensés pour les chômeurs complets masculins durant le 3^{ème} trimestre 2013, ce qui équivaut à une progression de 6,0 %.

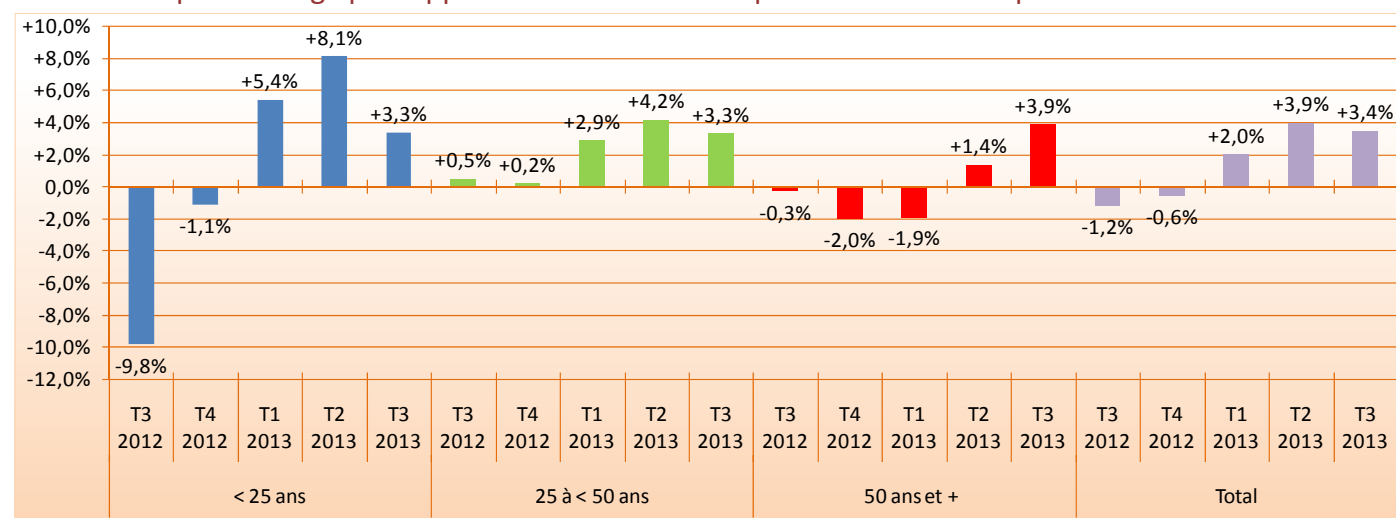
4.3 Par classe d'âge

Tableau 16

		< 25 ans				25 à < 50 ans				50 ans et +				Total							
Année	Trimestre																				
2007	T1	64.756	289.144	91.613	445.513	2007	T1	100	100	100	100	Année	100	100	100	100	Année	100	100	100	
	T2	60.576	272.808	92.414	425.798		T2	100	100	100	100		T2	100	100	100		100			
	T3	65.990	274.412	93.925	434.326		T3	100	100	100	100		T3	100	100	100		100			
	T4	59.757	257.449	93.504	410.710		T4	100	100	100	100		T4	100	100	100		100			
	Année	62.770	273.453	92.864	429.087		Année	100	100	100	100		Année	100	100	100		100			
2008	T1	59.537	262.957	95.481	417.975	2008	T1	92	91	104	94	Année	93	92	102	94	Année	93	92	102	94
	T2	55.536	245.824	93.487	394.848		T2	92	90	101	93		T2	92	90	101		93			
	T3	60.809	251.196	94.078	406.083		T3	92	92	100	93		T3	92	92	100		93			
	T4	57.893	244.049	94.534	396.475		T4	97	95	101	97		T4	97	95	101		97			
	Année	58.444	251.007	94.395	403.845		Année	93	92	102	94		Année	93	92	102		94			
2009	T1	63.270	265.970	98.973	428.214	2009	T1	98	92	108	96	Année	104	98	109	101	Année	104	98	109	101
	T2	63.764	264.982	100.028	428.773		T2	105	97	108	101		T2	105	97	108		101			
	T3	70.032	274.236	102.587	446.855		T3	106	100	109	103		T3	106	100	109		103			
	T4	65.072	264.596	102.969	432.638		T4	109	103	110	105		T4	109	103	110		105			
	Année	65.535	267.446	101.139	434.120		Année	104	98	109	101		Année	104	98	109		101			
2010	T1	66.695	279.668	107.277	453.640	2010	T1	103	97	117	102	Année	102	98	115	102	Année	102	98	115	102
	T2	62.476	266.345	106.160	434.981		T2	103	98	115	102		T2	103	98	115		102			
	T3	66.172	267.871	106.517	440.560		T3	100	98	113	101		T3	100	98	113		101			
	T4	60.622	257.933	105.967	424.522		T4	101	100	113	103		T4	101	100	113		103			
	Année	63.992	267.954	106.480	438.426		Année	102	98	115	102		Année	102	98	115		102			
2011	T1	60.162	267.389	108.027	435.578	2011	T1	93	92	118	98	Année	93	94	115	98	Année	93	94	115	98
	T2	55.009	251.213	106.440	412.662		T2	91	92	115	97		T2	91	92	115		97			
	T3	61.278	256.934	106.940	425.152		T3	93	94	114	98		T3	93	94	114		98			
	T4	57.926	249.655	106.320	413.901		T4	97	97	114	101		T4	97	97	114		101			
	Année	58.594	256.298	106.932	421.823		Année	93	94	115	98		Année	93	94	115		98			
2012	T1	57.966	261.817	107.932	427.715	2012	T1	90	91	118	96	Année	88	93	114	97	Année	88	93	114	97
	T2	51.658	251.516	106.399	409.574		T2	85	92	115	96		T2	85	92	115		96			
	T3	55.256	258.211	106.636	420.103		T3	84	94	114	97		T3	84	94	114		97			
	T4	57.264	250.125	104.219	411.608		T4	96	97	111	100		T4	96	97	111		100			
	Année	55.536	255.417	106.296	417.250		Année	88	93	114	97		Année	88	93	114		97			
2013	T1	61.077	269.322	105.895	436.293	2013	T1	94	93	116	98	Année	94	93	116	98	Année	94	93	116	98
	T2	55.845	261.994	107.862	425.701		T2	92	96	117	100		T2	92	96	117		100			
	T3	57.087	266.759	110.746	434.592		T3	87	97	118	100		T3	87	97	118		100			

Graphique 15

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'augmentation du chômage complet au 3^{ème} trimestre 2013 se répercute dans une mesure plus ou moins équivalente dans chaque classe d'âge et ce, contrairement aux 2 trimestres précédents. La hausse concernait alors surtout les moins de 50 ans et plus particulièrement les moins de 25 ans. Au 3^{ème} trimestre 2013, au contraire, la hausse la plus importante touche les 50 ans et + : + 3,9 % par rapport à T3 2012. Cette hausse s'explique par le relèvement de l'âge à partir duquel une demande de dispense d'inscription comme demandeur d'emploi peut être introduite. Cet âge a été porté à 60 ans au 1^{er} janvier 2013. De ce fait, bon nombre de chômeurs âgés de 58 et 59 ans qui pouvaient auparavant demander cette dispense restent maintenant demandeurs d'emploi. La hausse au 3^{ème} trimestre 2013 suit donc la tendance généralement observée depuis 2002, à savoir, l'augmentation du nombre de CCI-DE de 50 ans et plus qui résulte d'une part, du relèvement progressif de l'âge à partir duquel une demande de dispense peut être introduite (d'abord de 50 à 58 ans et depuis le 1^{er} janvier 2013, 60 ans) et d'autre part, de l'augmentation de la population active dans cette classe d'âge. Le nombre de CCI-DE de 50 ans et + a donc augmenté de 18 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2007.

Le chômage complet des moins de 25 ans suit l'évolution de la conjoncture avec environ 6 mois de retard : une poussée en 2009 (+ 9 % au 4^{ème} trimestre 2009), un reflux en 2010 et un retour à la situation de 2008 (niveau d'avant la crise) fin 2011. En 2012, partiellement du fait de la prolongation de 3 mois du stage d'insertion (à partir du 1^{er} janvier), le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi de moins de 25 ans continue de se tasser chaque trimestre par rapport aux trimestres correspondants de 2011. En 2013, le chômage complet des moins de 25 ans repart à nouveau à la hausse : + 5,4 % en T1, + 8,1 % en T2. L'augmentation se réduit toutefois au 3^{ème} trimestre 2013 (+ 3,3 %).

Le chômage complet dans la catégorie d'âge des 25 à moins de 50 ans fluctue aussi en fonction de la conjoncture mais dans une moindre mesure que les moins de 25 ans. On y enregistre d'abord une baisse en 2008, par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente, suivie d'une hausse progressive durant la période de crise avec, en chiffres absolus, un maximum de 279.668 paiements relevé au 1^{er} trimestre 2010. A partir de la seconde moitié de 2010 et jusque fin 2011, le trend baissier réapparaît. Une période de stabilisation suit en 2012 qui se termine en 2013. A la fois au cours du 1^{er}, du 2^{ème} et du 3^{ème} trimestres, le nombre de CCI-DE de 25 à moins de 50 ans augmente à nouveau, sur une base annuelle (respectivement + 2,9 %, + 4,2 % et + 3,3 %). Au 3^{ème} trimestre 2013, le nombre de CCI-DE se situe toujours, dans cette classe d'âge, 3 % en-dessous du niveau du 3^{ème} trimestre 2007.

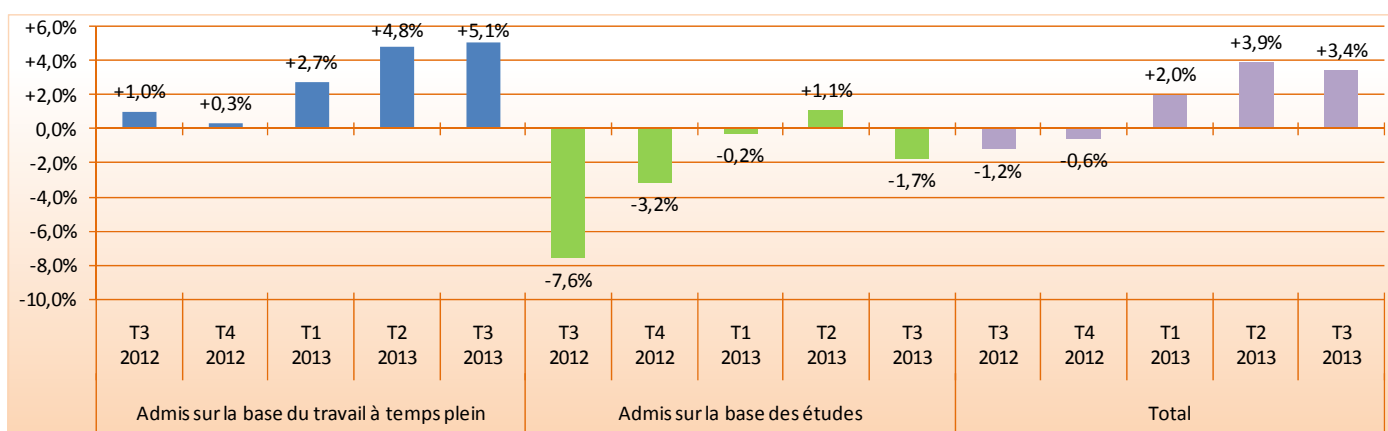
4.4 Par base d'admission

Tableau 17

		Admis sur la base du travail à temps plein			Admis sur la base des études			Total		
2007	T1	327.072	118.441	445.513	2007	T1	100	100	100	
	T2	312.216	113.582	425.798		T2	100	100	100	
	T3	313.113	121.213	434.326		T3	100	100	100	
	T4	298.140	112.570	410.710		T4	100	100	100	
	Année	312.635	116.452	429.087		Année	100	100	100	
2008	T1	306.893	111.082	417.975	2008	T1	94	94	94	
	T2	289.331	105.517	394.848		T2	93	93	93	
	T3	294.693	111.390	406.083		T3	94	92	93	
	T4	290.854	105.621	396.475		T4	98	94	97	
	Année	295.443	108.403	403.845		Année	95	93	94	
2009	T1	320.058	108.156	428.214	2009	T1	98	91	96	
	T2	321.459	107.314	428.773		T2	103	94	101	
	T3	331.516	115.339	446.855		T3	106	95	103	
	T4	323.677	108.961	432.638		T4	109	97	105	
	Année	324.178	109.943	434.120		Année	104	94	101	
2010	T1	342.704	110.936	453.640	2010	T1	105	94	102	
	T2	327.330	107.651	434.981		T2	105	95	102	
	T3	326.737	113.823	440.560		T3	104	94	101	
	T4	317.062	107.460	424.522		T4	106	95	103	
	Année	328.458	109.967	438.426		Année	105	94	102	
2011	T1	328.408	107.171	435.578	2011	T1	100	90	98	
	T2	311.657	101.005	412.662		T2	100	89	97	
	T3	315.777	109.375	425.152		T3	101	90	98	
	T4	308.800	105.101	413.901		T4	104	93	101	
	Année	316.160	105.663	421.823		Année	101	91	98	
2012	T1	323.634	104.081	427.715	2012	T1	99	88	96	
	T2	312.901	96.672	409.574		T2	100	85	96	
	T3	318.992	101.111	420.103		T3	102	83	97	
	T4	309.818	101.790	411.608		T4	104	90	100	
	Année	316.336	100.914	417.250		Année	101	87	97	
2013	T1	332.450	103.843	436.293	2013	T1	102	88	98	
	T2	327.996	97.705	425.701		T2	105	86	100	
	T3	335.212	99.380	434.592		T3	107	82	100	

Graphique 16

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'augmentation du chômage complet au 3^{ème} trimestre 2013 repose uniquement sur ceux qui sont admis sur la base du travail. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, leur nombre augmente pour la sixième fois d'affilée (+ 5,1 % en T3 2013). Au 3^{ème} trimestre 2013, le nombre de CCI-DE admis sur la base du travail dépasse le niveau atteint en pleine crise : + 3 696 unités physiques soit 1,1 % de plus qu'au 3^{ème} trimestre 2009.

Le nombre de CCI-DE admis sur la base des études baisse de nouveau (- 1,7 %) en T3 2013 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. La hausse, sur une base annuelle, au cours du trimestre précédent, après 11 trimestres consécutifs de baisse, ne s'est donc produite qu'une seule fois. Toutefois, le nombre des entrées en première admission dans le statut des CCI-DE admis sur la base des études augmente encore : 10 923 entrants en T3 2013 contre 10 303 en T3 2012.

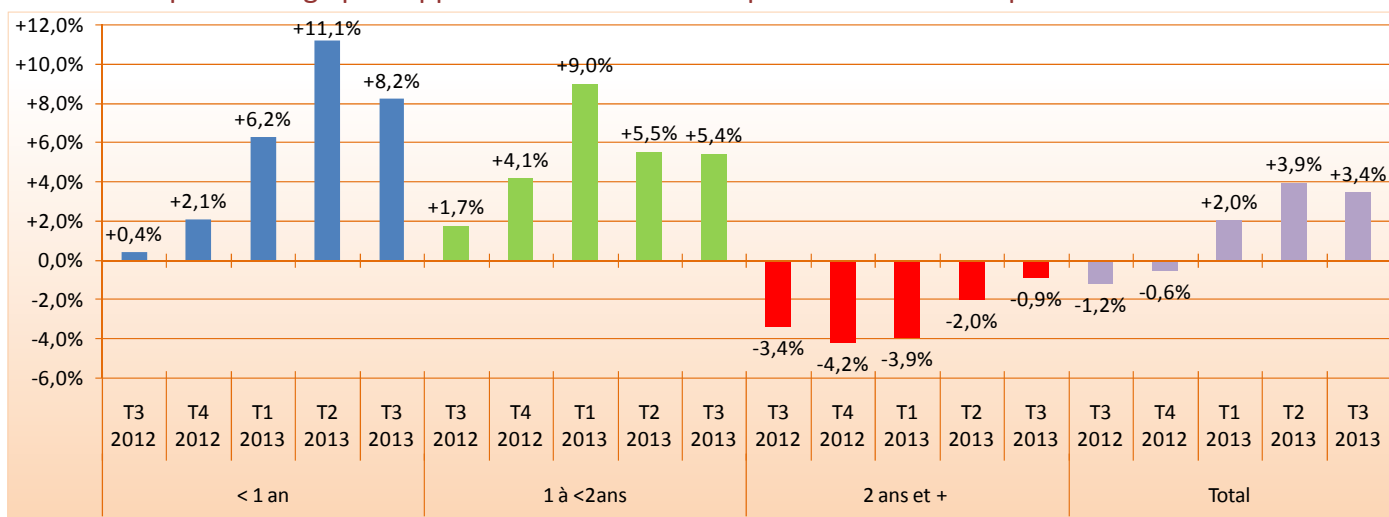
4.5 Par durée de chômage

Tableau 18

		< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans et +	Total			< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans et +	Total
2007	T1	141.314	71.407	232.792	445.513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	128.035	68.662	229.101	425.798		T2	100	100	100	100
	T3	136.253	69.189	228.884	434.326		T3	100	100	100	100
	T4	130.815	63.495	216.401	410.710		T4	100	100	100	100
	Année	134.104	68.188	226.794	429.087		Année	100	100	100	100
2008	T1	139.998	64.450	213.527	417.975	2008	T1	99	90	92	94
	T2	126.524	62.042	206.282	394.848		T2	99	90	90	93
	T3	135.360	64.512	206.211	406.083		T3	99	93	90	93
	T4	137.519	61.755	197.201	396.475		T4	105	97	91	97
	Année	134.850	63.190	205.805	403.845		Année	101	93	91	94
2009	T1	162.459	66.904	198.851	428.214	2009	T1	115	94	85	96
	T2	162.734	68.539	197.500	428.773		T2	127	100	86	101
	T3	170.799	75.164	200.891	446.855		T3	125	109	88	103
	T4	161.819	75.862	194.957	432.638		T4	124	119	90	105
	Année	164.453	71.617	198.050	434.120		Année	123	105	87	101
2010	T1	167.564	86.020	200.055	453.640	2010	T1	119	120	86	102
	T2	150.480	86.045	198.456	434.981		T2	118	125	87	102
	T3	151.071	87.408	202.080	440.560		T3	111	126	88	101
	T4	146.905	79.264	198.353	424.522		T4	112	125	92	103
	Année	154.005	84.684	199.736	438.426		Année	115	124	88	102
2011	T1	154.626	78.443	202.509	435.578	2011	T1	109	110	87	98
	T2	140.374	73.019	199.269	412.662		T2	110	106	87	97
	T3	148.161	74.059	202.933	425.152		T3	109	107	89	98
	T4	147.865	69.595	196.441	413.901		T4	113	110	91	101
	Année	147.756	73.779	200.288	421.823		Année	110	108	88	98
2012	T1	159.813	71.241	196.661	427.715	2012	T1	113	100	84	96
	T2	144.966	70.826	193.782	409.574		T2	113	103	85	96
	T3	148.732	75.336	196.035	420.103		T3	109	109	86	97
	T4	150.920	72.461	188.227	411.608		T4	115	114	87	100
	Année	151.108	72.466	193.676	417.250		Année	113	106	85	97
2013	T1	169.770	77.625	188.898	436.293	2013	T1	120	109	81	98
	T2	161.122	74.718	189.861	425.701		T2	126	109	83	100
	T3	160.914	79.394	194.284	434.592		T3	118	115	85	100

Graphique 17

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le chômage complet de courte durée (de moins d'un an) augmente, du fait de la crise économique, jusqu'au 2^{ème} trimestre 2009. Cette période est suivie d'une certaine amélioration de la conjoncture qui a engendré une tendance à la baisse du chômage de courte durée. A partir du 4^{ème} trimestre 2011 et jusqu'au 4^{ème} trimestre 2012, le chômage complet de courte durée est légèrement reparti à la hausse si on le compare avec les trimestres correspondants de l'année précédente. Cette hausse s'est renforcée durant les 3 premiers trimestres de 2013 : + 6,2 % au 1^{er} trimestre, + 11,1 % au 2^{ème} trimestre et + 8,2 % au 3^{ème} trimestre.

Le chômage complet de 1 à moins de 2 ans a atteint un sommet durant le 3^{ème} trimestre 2010 (87.408 paiements). Il s'en est suivi une période de relativement forte baisse sous l'effet du renforcement des mesures d'activation. A partir du 3^{ème} trimestre 2012, cette tendance s'inverse à nouveau : le nombre de chômeurs de 1 à moins de 2 ans a de nouveau progressé en comparaison avec les trimestres correspondants de l'année précédente. Le 3^{ème} trimestre 2013 confirme cette tendance : le chômage complet de 1 à moins de 2 ans progresse toujours par rapport au trimestre équivalent de 2012 : + 5,4 % pour atteindre 79 394 unités physiques.

Enfin, le chômage complet de 2 ans et + a connu une évolution différente. L'impact cumulé du plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs, des mesures d'activation et des titres-services a contribué à une évolution à la baisse du chômage de longue durée. Une exception dans cette période de baisse, les années 2010 et 2011 qui ont connu une certaine stabilisation résultant d'une entrée massive durant les années de crise 2009 et 2010. A partir du 4^{ème} trimestre 2011, on enregistre de nouveau une diminution sur base annuelle. Cette baisse se prolonge durant le 3^{ème} trimestre 2013 quoique dans une moindre mesure que pour les trimestres précédents : - 0,9 %. Le chômage complet de 2 ans et + se situe ainsi 15 % en dessous de son niveau du 3^{ème} trimestre 2007.

5

L'évolution des chômeurs complets indemnisés (au sens large)

Tableau 19

	2007 - T3		2012 - T3		2013 - T3		2013/2007 en %	2013/2012 en %
Sexe								
Hommes	300.149	44,6 %	296.721	47,1%	308.024	48,3 %	+ 2,6 %	+ 3,8 %
Femmes	372.288	55,4 %	333.038	52,9%	330.234	51,7 %	- 11,3 %	- 0,8 %
Age								
- 25 ans	80.189	11,9 %	67.702	10,8%	69.815	10,9 %	- 12,9 %	+ 3,1 %
25- 34 ans	156.313	23,2 %	154.184	24,5%	161.577	25,3 %	+ 3,4 %	+ 4,8 %
35- 44 ans	142.666	21,2 %	130.729	20,8%	132.042	20,7 %	- 7,4 %	+ 1,0 %
45- 49 ans	67.213	10,0 %	62.770	10,0%	63.248	9,9 %	- 5,9 %	+ 0,8 %
50- 54 ans	74.378	11,1 %	65.713	10,4%	65.664	10,3 %	- 11,7 %	- 0,1 %
55- 59 ans	93.310	13,9 %	81.285	12,9%	80.362	12,6 %	- 13,9 %	- 1,1 %
60 ans et +	58.367	8,7 %	67.376	10,7%	65.549	10,3 %	+ 12,3 %	- 2,7 %
Catégorie d'allocations								
Cohabitant ayant charge de famille (A)	224.171	33,3 %	191.852	30,5%	187.618	29,4 %	- 16,3 %	- 2,2 %
Isolé (N)	156.931	23,3 %	157.817	25,1%	158.479	24,8 %	+ 1,0 %	+ 0,4 %
Cohabitant sans charge de famille (B)	279.396	41,5 %	271.103	43,0%	283.834	44,5 %	+ 1,6 %	+ 4,7 %
Autres (dont disp. raisons soc. et familiales)	11.939	1,8 %	8.988	1,4%	8.322	1,3 %	- 30,3 %	- 7,4 %
Statut d'allocation								
C.C.I. demandeurs d'emploi	434.829	64,7 %	420.462	66,8%	434.895	68,1 %	+ 0,0 %	+ 3,4 %
Dispense ALE	1.347	0,2 %	1.384	0,2%	1.399	0,2 %	+ 3,8 %	+ 1,1 %
Formation professionnelle	16.010	2,4 %	16.079	2,6%	16.849	2,6 %	+ 5,2 %	+ 4,8 %
Dispense pour suivre des études	26.207	3,9 %	27.885	4,4%	29.514	4,6 %	+ 12,6 %	+ 5,8 %
Temps partiel volontaire	30.292	4,5 %	29.554	4,7%	29.896	4,7 %	- 1,3 %	+ 1,2 %
Temps part. avec alloc. de garantie de rev.	46.673	6,9 %	50.173	8,0%	49.341	7,7 %	+ 5,7 %	- 1,7 %
Dispense NDE âgés	105.984	15,8 %	75.917	12,1%	68.757	10,8 %	- 35,1 %	- 9,4 %
Dispense pour raisons sociales et familiales	11.095	1,6 %	8.304	1,3%	7.608	1,2 %	- 31,4 %	- 8,4 %
Base d'admissibilité								
Travail	526.654	78,3 %	502.364	79,8 %	513.091	80,4 %	- 2,6 %	+ 2,1 %
Etudes	145.783	21,7 %	127.395	20,2 %	125.167	19,6 %	- 14,1 %	- 1,7 %
Branches d'activités regroupées								
Agriculture	7.358	1,1 %	6.489	1,0 %	6.436	1,0 %	- 12,5 %	- 0,8 %
Construction	31.110	4,6 %	29.496	4,7 %	32.772	5,1 %	+ 5,3 %	+ 11,1 %
Industrie	107.398	16,0 %	81.883	13,0 %	78.773	12,3 %	- 26,7 %	- 3,8 %
<i>dont: industrie chimique</i>	9.862	1,5 %	8.134	1,3 %	7.819	1,2 %	- 20,7 %	- 3,9 %
<i>construction mécanique</i>	22.366	3,3 %	18.950	3,0 %	18.978	3,0 %	- 15,1 %	+ 0,1 %
<i>industrie des produits alimentaires</i>	14.618	2,2 %	11.934	1,9 %	11.586	1,8 %	- 20,7 %	- 2,9 %
<i>industrie du vêtement</i>	11.101	1,7 %	6.910	1,1 %	6.165	1,0 %	- 44,5 %	- 10,8 %
Services commerciaux	288.270	42,9 %	301.312	47,8 %	306.803	48,1 %	+ 6,4 %	+ 1,8 %
<i>dont: commerce</i>	57.506	8,6 %	52.155	8,3 %	52.355	8,2 %	- 9,0 %	+ 0,4 %
<i>banques/assurances</i>	10.326	1,5 %	6.527	1,0 %	6.158	1,0 %	- 40,4 %	- 5,7 %
<i>horeca</i>	33.200	4,9 %	32.823	5,2 %	33.118	5,2 %	- 0,2 %	+ 0,9 %
<i>services aux entreprises</i>	63.751	9,5 %	73.401	11,7 %	77.019	12,1 %	+ 20,8 %	+ 4,9 %
Services non commerciaux	101.221	15,1 %	92.053	14,6 %	93.916	14,7 %	- 7,2 %	+ 2,0 %
<i>dont: enseignement</i>	22.518	3,3 %	20.395	3,2 %	20.963	3,3 %	- 6,9 %	+ 2,8 %
Jeunes ayant quitté l'école/ act. insuffis. décrites	137.080	20,4 %	118.527	18,8 %	119.558	18,7 %	- 12,8 %	+ 0,9 %
Répartition régionale								
Région flamande	277.307	41,2 %	255.445	40,6 %	262.205	41,1 %	- 5,4 %	+ 2,6 %
Région wallonne	298.308	44,4 %	274.489	43,6 %	276.231	43,3 %	- 7,4 %	+ 0,6 %
Région de Bruxelles-Capitale	96.822	14,4 %	99.825	15,9 %	99.822	15,6 %	+ 3,1 %	- 0,0 %
Total	672.437	100 %	629.759	100 %	638.258	100 %	- 5,1 %	+ 1,3 %

Pour rappel, le nombre des chômeurs complets indemnisés analysés dans ce sous- chapitre englobe les mesures d'activation et de formation ainsi que le travail à temps partiel, mais pas le chômage avec complément d'entreprise.

Au cours du 3^{ème} trimestre 2013, on enregistre en moyenne un total de 638.258 chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi ou non demandeurs d'emploi, soit une hausse de 1,3 % par rapport à la même période de l'année passée. Comparée au 3^{ème} trimestre 2007, la diminution s'élève, néanmoins, encore à 5,1 %.

Le nombre de chômeurs complets indemnisés hommes est toujours en hausse : + 3,8 % pour le 3^{ème} trimestre 2013 par rapport au 3^{ème} trimestre 2012. Dans le même temps, le nombre de leurs homologues femmes a également encore diminué (- 0,8 %). Ainsi, pour le 3^{ème} trimestre 2013, on dénombre en moyenne un total de 308.024 hommes et 330.234 femmes.

Au 3^{ème} trimestre 2013 par rapport au 3^{ème} trimestre 2012, les classes d'âge les plus basses augmentent le plus : + 3,1 % pour les moins de 25 ans et + 4,8 % pour les 25- 35 ans. Le nombre des 60 ans et +, par contre, enregistre une diminution de 2,7 % qui résulte du départ à la retraite de plus en plus massif des chômeurs issus de la génération du baby boom.

Du 3^{ème} trimestre 2012 au 3^{ème} trimestre 2013, la hausse du nombre de chômeurs complets s'accroît encore davantage dans les secteurs de la construction (+ 11,1 %) et se retrouve encore aussi à concurrence de 1,8 % dans le secteur des services commerciaux.

Sur la même période, la ventilation par région indique que le nombre de chômeurs complets au sens large a progressé le plus en Flandre (+ 2,6 %) alors qu'il ne progresse plus que de (+ 0,6 %) en Wallonie et se stabilise à Bruxelles (0,0 %).

Les effets de la conjoncture défavorable sur l'évolution des chômeurs complets indemnisés se font encore sentir à travers l'augmentation des groupes les plus sensibles à la détérioration de la conjoncture : les chômeurs de la Région flamande, les hommes, les jeunes,...

6

L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

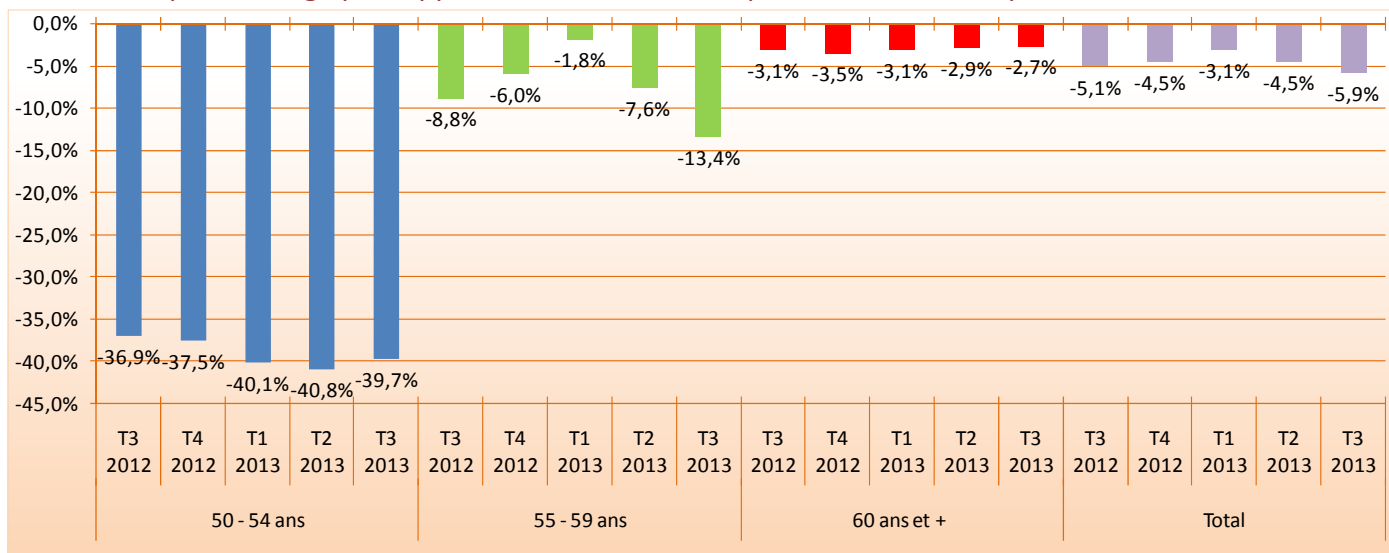
Tableau 20

	2007 - T3		2012 - T3		2013 - T3		2013/2007 en %	2013/2012 en %
	Sexe							
Hommes	146.103	66,3 %	121.993	63,9 %	114.082	63,5 %	- 21,9 %	- 6,5 %
Femmes	74.322	33,7 %	69.018	36,1 %	65.662	36,5 %	- 11,7 %	- 4,9 %
	Age							
50 - 54 ans	3.669	1,7 %	1.331	0,7 %	803	0,4 %	- 78,1 %	- 39,7 %
55 - 59 ans	96.212	43,6 %	52.202	27,3 %	45.193	25,1 %	- 53,0 %	- 13,4 %
60 ans et +	120.544	54,7 %	137.477	72,0 %	133.749	74,4 %	+ 11,0 %	- 2,7 %
	BC							
Anvers	16.870	7,7 %	14.944	7,8 %	13.892	7,7 %	- 17,7 %	- 7,0 %
Bruxelles	15.144	6,9 %	11.954	6,3 %	11.071	6,2 %	- 26,9 %	- 7,4 %
Liège	14.556	6,6 %	11.843	6,2 %	10.628	5,9 %	- 27,0 %	- 10,3 %
Hasselt	14.234	6,5 %	11.987	6,3 %	11.083	6,2 %	- 22,1 %	- 7,5 %
Gand	13.369	6,1 %	11.784	6,2 %	11.077	6,2 %	- 17,1 %	- 6,0 %
Charleroi	11.667	5,3 %	9.777	5,1 %	9.181	5,1 %	- 21,3 %	- 6,1 %
Turnhout	11.409	5,2 %	10.534	5,5 %	10.245	5,7 %	- 10,2 %	- 2,7 %
Vilvorde	10.879	4,9 %	9.695	5,1 %	9.165	5,1 %	- 15,8 %	- 5,5 %
Louvain	9.141	4,1 %	7.952	4,2 %	7.564	4,2 %	- 17,2 %	- 4,9 %
Malines	7.883	3,6 %	6.845	3,6 %	6.470	3,6 %	- 17,9 %	- 5,5 %
Courtrai	7.590	3,4 %	6.873	3,6 %	6.644	3,7 %	- 12,5 %	- 3,3 %
La Louvière	6.921	3,1 %	5.841	3,1 %	5.645	3,1 %	- 18,4 %	- 3,4 %
Nivelles	6.475	2,9 %	5.722	3,0 %	5.374	3,0 %	- 17,0 %	- 6,1 %
Bruges	6.409	2,9 %	5.400	2,8 %	5.065	2,8 %	- 21,0 %	- 6,2 %
Alost	6.029	2,7 %	5.044	2,6 %	4.767	2,7 %	- 20,9 %	- 5,5 %
Roulers	5.814	2,6 %	5.519	2,9 %	5.379	3,0 %	- 7,5 %	- 2,5 %
Saint-Nicolas	5.599	2,5 %	4.616	2,4 %	4.294	2,4 %	- 23,3 %	- 7,0 %
Namur	5.555	2,5 %	5.157	2,7 %	4.992	2,8 %	- 10,1 %	- 3,2 %
Ostende	5.493	2,5 %	5.011	2,6 %	4.768	2,7 %	- 13,2 %	- 4,8 %
Tongres	5.233	2,4 %	4.340	2,3 %	4.015	2,2 %	- 23,3 %	- 7,5 %
Mons	5.162	2,3 %	4.254	2,2 %	4.117	2,3 %	- 20,2 %	- 3,2 %
Tournai	4.850	2,2 %	4.257	2,2 %	3.916	2,2 %	- 19,3 %	- 8,0 %
Termonde	4.830	2,2 %	4.113	2,2 %	3.849	2,1 %	- 20,3 %	- 6,4 %
Verviers	4.541	2,1 %	3.982	2,1 %	3.856	2,1 %	- 15,1 %	- 3,2 %
Huy	2.845	1,3 %	2.585	1,4 %	2.312	1,3 %	- 18,7 %	- 10,6 %
Audenarde	2.818	1,3 %	2.795	1,5 %	2.640	1,5 %	- 6,3 %	- 5,6 %
Ypres	2.644	1,2 %	2.469	1,3 %	2.345	1,3 %	- 11,3 %	- 5,0 %
Arlon	2.390	1,1 %	2.420	1,3 %	2.274	1,3 %	- 4,8 %	- 6,0 %
Mouscron	2.123	1,0 %	1.642	0,9 %	1.588	0,9 %	- 25,2 %	- 3,3 %
Boom	1.951	0,9 %	1.657	0,9 %	1.530	0,9 %	- 21,6 %	- 7,7 %
	Répartition régionale							
Région flamande	138.195	62,7 %	121.576	63,6 %	114.791	63,9 %	- 16,9 %	- 5,6 %
Région wallonne	67.086	30,4 %	57.480	30,1 %	53.883	30,0 %	- 19,7 %	- 6,3 %
Région de Bruxelles-Capitale	15.144	6,9 %	11.954	6,3 %	11.071	6,2 %	- 26,9 %	- 7,4 %
	Branche d'activités regroupées							
Agriculture, sylviculture, pêche	931	0,4 %	761	0,4 %	751	0,4 %	- 19,4 %	- 1,3 %
Extraction de minerais	9.778	4,4 %	7.138	3,7 %	6.615	3,7 %	- 32,3 %	- 7,3 %
Industrie de transformation	97.092	44,0 %	76.437	40,0 %	70.059	39,0 %	- 27,8 %	- 8,3 %
<i>dont:</i>								
<i>construction mécanique</i>	33.952	15,4 %	28.435	14,9 %	26.075	14,5 %	- 23,2 %	- 8,3 %
<i>production métallurgique</i>	8.669	3,9 %	5.837	3,1 %	5.175	2,9 %	- 40,3 %	- 11,3 %
<i>industrie chimique</i>	11.031	5,0 %	9.434	4,9 %	8.532	4,7 %	- 22,6 %	- 9,6 %
<i>industrie alimentaire</i>	8.833	4,0 %	6.986	3,7 %	6.606	3,7 %	- 25,2 %	- 5,4 %
Construction	17.649	8,0 %	14.737	7,7 %	14.225	7,9 %	- 19,4 %	- 3,5 %
Electricité, eau, gaz	201	0,1 %	109	0,1 %	93	0,1 %	- 53,7 %	- 14,4 %
Commerce, banques, assurances	21.479	9,7 %	16.625	8,7 %	14.899	8,3 %	- 30,6 %	- 10,4 %
Transports, communications	6.570	3,0 %	6.197	3,2 %	5.858	3,3 %	- 10,8 %	- 5,5 %
Services	53.433	24,2 %	53.356	27,9 %	50.919	28,3 %	- 4,7 %	- 4,6 %
Activités insuffisamment décrites	13.292	6,0 %	15.651	8,2 %	16.325	9,1 %	+ 22,8 %	+ 4,3 %
Total	220.425	100 %	191.011	100 %	179.745	100 %	- 18,5 %	- 5,9 %

Lorsqu'on additionne les chômeurs avec complément d'entreprise et les chômeurs âgés dispensés, entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013, on constate une baisse globale de 5,9 %. Notons la baisse de 39,7 % dans la classe d'âge des 50 à 54 ans. Au 3^{ème} trimestre 2013, à un an d'intervalle, le nombre d'hommes a diminué de 6,5 % et le nombre de femmes de 4,9 %. La Région de Bruxelles- Capitale a davantage régressé que la Région wallonne et la Région flamande : - 7,4 % contre respectivement : - 6,3 % et -5,6 %.

Graphique 18

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



6.1

L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 21

Age	T3 2007			T3 2012			T3 2013		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	2.616	761	3.377	937	238	1.174	592	98	690
55 - 59 a.	32.097	8.389	40.485	24.165	8.188	32.353	22.023	7.468	29.491
60 a. et +	57.071	13.507	70.579	59.116	22.450	81.567	57.326	23.480	80.806
Total	91.784	22.657	114.441	84.218	30.876	115.094	79.941	31.046	110.987

Age	Diff. 2013/2007 en %			Diff. 2013/2012 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 77,4 %	- 87,2 %	- 79,6 %	- 36,8 %	- 58,9 %	- 41,3 %
55 - 59 a.	- 31,4 %	- 11,0 %	- 27,2 %	- 8,9 %	- 8,8 %	- 8,8 %
60 a. et +	+ 0,4 %	+ 73,8 %	+ 14,5 %	- 3,0 %	+ 4,6 %	- 0,9 %
Total	- 12,9 %	+ 37,0 %	- 3,0 %	- 5,1 %	+ 0,6 %	- 3,6 %

dont les demandeurs d'emploi :

Tableau 22

Age	T3 2012			T3 2013			Diff. 2013/2012 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	469	186	655	347	80	427	- 26,0 %	- 57,0 %	- 34,8 %
55 - 59 a.	2.135	1.000	3.135	2.309	1.078	3.387	+ 8,1 %	+ 7,8 %	+ 8,0 %
60 a. et +	271	174	445	450	248	698	+ 66,1 %	+ 42,5 %	+ 56,9 %
Total	2.875	1.360	4.236	3.108	1.406	4.513	+ 8,1 %	+ 3,4 %	+ 6,5 %

L'ancienne appellation 'prépension' a été remplacée le 1^{er} janvier 2012 par celle de 'chômage avec complément d'entreprise'. A la même date, l'accès à la prépension à temps partiel a été supprimé.

On continue d'observer une diminution du nombre de chômeurs avec complément d'entreprise dans toutes les classes d'âge. Dans la classe d'âge de 50 à 54 ans, la baisse est de 41,3 % entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013 et de 79,6 % entre le 3^{ème} trimestre 2007 et le 3^{ème} trimestre 2013. Dans celle de 55 à 59 ans, la baisse est de 8,8 % entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013 et de 27,2 % entre le 3^{ème} trimestre 2007 et le 3^{ème} trimestre 2013. Entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013, dans la classe d'âge des 60 ans et +, on observe une diminution de 0,9 %, nonobstant une hausse de 14,5 % en comparaison avec le 3^{ème} trimestre 2007.

Le nombre total de chômeurs avec complément d'entreprise a régressé de 3,6 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2012 et de 3,0 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2007. Cette baisse était déjà de - 3,4 % entre les 2^{èmes} trimestres 2012 et 2013.

L'évolution du chômage avec complément d'entreprise est fortement influencée par :

- l'évolution démographique et l'évolution de la population active. La population active âgée de 50 à 64 ans a en effet augmenté de 50,9 % entre T2 2004 et T2 2013⁶ et celle âgée de 15 à 49 ans a augmenté de 0,8 %.
- le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes de 60 à 65 ans, qui explique déjà à lui seul l'augmentation entre 2007 et 2012.

⁶ Voir point 11.2

6.2

L'évolution des chômeurs âgés dispensés

Tableau 23

Age	T3 2007			T3 2012			T3 2013		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	127	165	292	70	87	157	58	56	114
55 - 59 a.	25.545	30.181	55.727	9.394	10.455	19.849	7.412	8.290	15.701
60 a. et +	28.647	21.319	49.965	28.311	27.600	55.911	26.672	26.271	52.942
Total	54.319	51.665	105.984	37.775	38.142	75.917	34.141	34.616	68.757

Age	Diff. 2013/2007 en %			Diff. 2013/2012 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 54,7 %	- 66,1 %	- 61,1 %	- 17,6 %	- 35,6 %	- 27,6 %
55 - 59 a.	- 71,0 %	- 72,5 %	- 71,8 %	- 21,1 %	- 20,7 %	- 20,9 %
60 a. et +	- 6,9 %	+ 23,2 %	+ 6,0 %	- 5,8 %	- 4,8 %	- 5,3 %
Total	- 37,1 %	- 33,0 %	- 35,1 %	- 9,6 %	- 9,2 %	- 9,4 %

A un an d'intervalle, au 3^{ème} trimestre 2013, le nombre total des chômeurs âgés dispensés a diminué de 9,4 %. Par rapport au 3^{ème} trimestre 2007, on enregistre une baisse de 35,1 %.

Entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013, cette baisse se retrouve dans toutes les classes d'âge : - 27,6 % pour les 50 à 54 ans, - 20,9 % pour les 55 à 59 ans et - 5,3 % pour les 60 ans et +.

Pour rappel, l'âge minimum requis pour demander la dispense a été relevé progressivement, depuis 2002, de 50 à 60 ans. Cet âge minimum est passé de 58 à 60 ans au 1^{er} janvier 2013.

Le nombre d'entrées de chômeurs âgés de 58 et 59 ans dans le régime de dispense a diminué de 2.839 personnes au cours du 3^{ème} trimestre 2013 par rapport au 3^{ème} trimestre 2012. Depuis le début de l'année, la diminution est de 6.963 personnes par rapport la même période en 2012.

Le tableau 24 montre l'évolution mensuelle des entrées des chômeurs âgés qui ont obtenu une dispense de disponibilité sur le marché de l'emploi.

Tableau 24

		58	59	60	61	62	63	64	65			58	59	60	61	62	63	64	65	
2011	T1	2.376	306	189	113	69	50	30	1	2011	T1	100	100	100	100	100	100	100	100	
2011	T2	2.290	315	189	109	66	57	27	4	2011	T2	96	103	100	96	96	114	90	400	
2011	T3	2.290	323	185	94	86	57	37	2	2011	T3	100	103	98	86	130	100	137	50	
2011	T4	2.316	350	183	109	58	60	38	1	2011	T4	101	108	99	116	67	105	103	50	
2012	T1	2.350	480	241	169	82	62	48	3	2012	T1	101	137	132	155	141	103	126	300	
2012	T2	2.373	498	230	145	81	54	47	2	2012	T2	101	104	95	86	99	87	98	67	
2012	T3	2.443	476	269	120	89	70	35	2	2012	T3	103	96	117	83	110	130	74	100	
2012	T4	4.145	1.509	414	184	109	84	53	1	2012	T4	170	317	154	153	122	120	151	50	
2013	T1	1.017	461	324	156	128	84	53	1	2013	T1	25	31	78	85	117	100	100	100	
2013	T2	59	40	318	153	102	57	47	1	2013	T2	6	9	98	98	80	68	89	100	
2013	T3	47	33	345	146	80	73	45	1	2013	T3	80	83	108	95	78	128	96	100	
											2012	T3	100	100	100	100	100	100	100	100
											2013	T3	2	7	128	122	90	104	129	50

7

Mesures fédérales pour l'emploi

7.1

Primes de crise

7.1.1

Demandes

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le régime des primes de crise est en voie d'extinction – cf. point 7.2. Des paiements relatifs aux demandes introduites précédemment sont toujours effectués mais aucune nouvelle demande n'est encore recevable.

7.1.2

Paiements

Tableau 25

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	T1	349	237	42	628
	T2	4.378	3.365	637	8.380
	T3	4.136	3.060	778	7.974
	T4	5.326	4.041	941	10.308
	Année	3.547	2.676	600	6.823
2011	T1	5.811	4.387	1.091	11.289
	T2	5.430	4.405	1.214	11.049
	T3	4.386	3.627	872	8.885
	T4	5.557	4.377	1.134	11.068
	Année	5.296	4.199	1.078	10.573
2012	T1	4.462	3.306	1.000	8.768
	T2	1.136	717	332	2.185
	T3	477	189	128	794
	T4	239	104	59	402
	Année	1.579	1.079	380	3.037
2013	T1	151	66	57	274
	T2	89	41	29	159
	T3	46	21	17	84
Répartition		54,8 %	25,0 %	20,2 %	100 %

Le nombre de primes de crise qui ont été payées trimestriellement aux travailleurs ayant perdu leur travail a augmenté au 1^{er} trimestre 2011, jusqu'à un maximum de 11 289 primes. Depuis lors, ce nombre n'a pas cessé de décroître. Durant le 3^{ème} trimestre 2013, seulement 84 primes ont encore été payées.

7.2

Allocations de licenciement

Depuis le 1^{er} janvier 2012, l'allocation de licenciement a été introduite au bénéfice des travailleurs, des domestiques et des travailleurs sous contrat de travail titres- services. Cette mesure permanente remplace la prime de crise.

7.2.1

Paiements

Tableau 26

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2012	T1	1.081	1.023	129	2.233
	T2	4.220	3.547	803	8.570
	T3	4.279	3.045	813	8.137
	T4	5.217	3.340	749	9.306
	Année	3.699	2.739	624	7.062
2013	T1	7.022	4.458	1.002	12.482
	T2	7.204	4.731	1.265	13.200
	T3	6.478	3.875	1.116	11.469
	Répartition	56,5 %	33,8 %	9,7 %	100 %

Au cours du 3^{ème} trimestre 2013, 56,5 % des allocations ont été payées à des travailleurs issus de la Région flamande, 33,8 % à des travailleurs issus de la Région wallonne et 9,7 % à des travailleurs issus de la Région de Bruxelles-Capitale. Si on cumule les 2 régimes de primes (prime de crise et allocation de licenciement), on observe une augmentation de 29,4 % (+ 2.622) au 3^{ème} trimestre 2013 par rapport au trimestre correspondant de 2012. Ces chiffres reflètent la faible conjoncture.

7.3

Plan d'embauche win-win

7.3.1

Contrats

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le plan d'embauche win-win n'est plus d'application. Des paiements sont toujours effectués sous ce régime pour des travailleurs qui ont été engagés antérieurement mais aucun nouveau contrat n'a plus été conclu.

Au total 124.742 contrats différents ont été conclus dans le cadre de ce plan.

7.3.2

Paiements mensuels

Tableau 27

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	T1	702	1.120	154	1.975
	T2	5.410	7.226	1.149	13.785
	T3	8.846	12.481	2.107	23.434
	T4	12.266	17.378	3.153	32.798
	Année	6.806	9.551	1.641	17.998
2011	T1	15.636	22.494	4.398	42.528
	T2	17.459	25.480	4.870	47.809
	T3	18.751	27.045	5.116	50.912
	T4	19.942	30.026	5.787	55.756
	Année	17.947	26.261	5.043	49.251
2012	T1	18.302	27.897	5.402	51.601
	T2	12.608	19.170	3.649	35.427
	T3	7.529	11.551	2.246	21.326
	T4	2.992	4.540	897	8.429
	Année	10.358	15.790	3.049	29.196
2013	T1	493	539	167	1.199
	T2	34	22	4	60
	T3	0	1	0	1
Répartition		0,0 %	100 %	0,0 %	100 %

Seulement 1 paiement a encore été enregistré pour le 3^{ème} trimestre 2013. Ce qui signifie que cette mesure est arrivée à extinction.

7.4

Evolution des mesures d'activation selon le régime

Tableau 28

	ALE	Progr. de transition profess.	SINE	ACTIVA +Win-win	Plan-activa: peu qualifié - 27-ans	Stage de transition	Compl. de reprise de travail	Total
T3 2007	24.781	4.974	9.075	39.364	-	-	4.931	83.125
T3 2012	14.945	4.023	11.043	50.640	-	-	20.446	101.097
T3 2013	13.725	3.981	10.740	31.227	308	272	18.744	78.997
Diff. T3 2007 - T3 2013	- 44,6 %	- 20,0 %	+ 18,4 %	- 20,7 %	-	-	+ 280,1 %	- 5,0 %
Diff. T3 2012 - T3 2013	- 8,2 %	- 1,0 %	- 2,7 %	- 38,3 %	-	-	- 8,3 %	- 21,9 %
Part relative des régimes en T3 2007	29,8 %	6,0 %	10,9 %	47,4 %	-	-	5,9 %	100 %
Part relative des régimes en T3 2012	14,8 %	4,0 %	10,9 %	50,1 %	-	-	20,2 %	100 %
Part relative des régimes en T3 2013	17,4 %	5,0 %	13,6 %	39,5 %	0,4 %	0,3 %	23,7 %	100 %

Au 3^{ème} trimestre 2013, le nombre de paiements dans le cadre du plan activa représente 39,5 % du total des paiements relatifs aux mesures d'activation. Ce nombre a fortement diminué de 38,3 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2012. Il s'agit pour T3 2013 uniquement des paiements dans le cadre du plan activa sans win-win étant donné que les paiements pour cette dernière mesure sont terminés. Le nombre de bénéficiaires reste également inférieur à celui enregistré au cours du 3^{ème} trimestre 2007 (39.364).

Les premiers paiements relatifs au nouveau plan activa qui ciblent les jeunes de moins de 27 ans peu qualifiés et qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2013 s'élèvent à 199 en août et 724 en septembre (soit 308 en moyenne au 3^{ème} trimestre 2013). Le nombre d'allocations payées dans le cadre des stages de transition s'élèvent quant à eux à 272 en moyenne au 3^{ème} trimestre 2013. Ces stages s'adressent aux jeunes peu qualifiés qui s'inscrivent comme demandeur d'emploi à la sortie des études. Ils permettent à ces jeunes d'acquérir une première expérience sur le marché du travail.

Par ailleurs, la remise au travail des 50 ans et + via le complément de reprise du travail a quelque peu régressé : de 20.446 au 3^{ème} trimestre 2012 à 18.744 au 3^{ème} trimestre 2013 (- 8,3 %) sous l'effet du relèvement, à partir de septembre 2012, de 50 à 55 ans, de l'âge minimal pour en bénéficier.

La baisse du nombre de travailleurs prestant dans le cadre des Agences locales pour l'emploi s'explique par les modifications réglementaires opérées en 2004. Depuis lors, les nouveaux utilisateurs ne peuvent plus faire appel aux ALE pour une aide à domicile de nature ménagère ; d'autre part, les nouveaux travailleurs-ALE ne peuvent plus exercer un travail de nature ménagère.

7.5 Titres- services

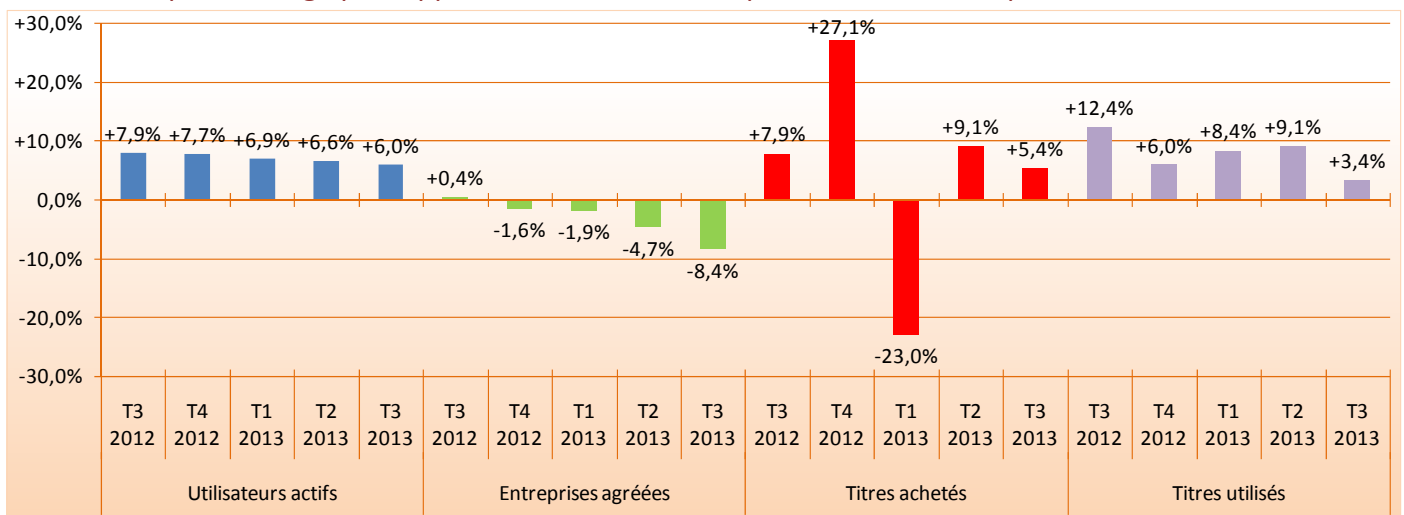
Tableau 29

	2007	2012	Evol. 2007 - 2012	T3 2012	T3 2013	Evol. T3 2012 - T3 2013
Utilisateurs actifs	449.899	899.558	+ 99,9 %	880.885	933.650	+ 6,0 %
Entreprises agréées	1.720	2.711	+ 57,6 %	2.743	2.512	- 8,4 %
Titres achetés	53.453.329	122.951.700	+ 130,0 %	26.892.825	28.332.600	+ 5,4 %
Titres utilisés	49.187.499	114.378.965	+ 132,5 %	26.961.569	27.887.612	+ 3,4 %

Le succès des titres-services apparaît clairement à la lumière du tableau ci-dessus : en 5 ans, de 2007 à 2012, le nombre d'utilisateurs actifs a augmenté de 99,9 % et le nombre de titres utilisés a crû de 132,5 %. Cette croissance se poursuit : entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013, l'augmentation du nombre d'utilisateurs actifs est de 6 % et celle du nombre de titres achetés et utilisés augmentent respectivement de 5,4% et de 3,4%. Cette augmentation est toutefois plus faible qu'au trimestre précédent (9,1 % pour les deux). Par contre, le nombre d'entreprises agréées diminue à nouveau ce trimestre et ce en raison notamment d'un contrôle renforcé sur l'ensemble du secteur des titres-services et des nouvelles conditions d'agrément imposées aux entreprises.

Graphique 19

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



8

L'évolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps

Tableau 30

		2007	2012	Evol. 2007 - 2012	T3 2012	T3 2013	Evol. T3 2012 - T3 2013
Interruption de carrière ordinaire	complète	8.447	5.998	- 29,0 %	5.899	5.101	- 13,5 %
	mi-temps	36.838	33.932	- 7,9 %	32.779	31.238	- 4,7 %
	réd.1/3 ^{ème} temps	907	1.089	+ 20,1 %	1.081	1.022	- 5,5 %
	réd.1/4 ^{ème} temps	2.347	2.461	+ 4,9 %	2.423	2.251	- 7,1 %
	réd.1/5 ^{ème} temps	23.242	29.687	+ 27,7 %	29.627	29.267	- 1,2 %
	Total	71.781	73.167	+ 1,9 %	71.810	68.879	- 4,1 %
Crédit-temps	complète	11.452	6.867	- 40,0 %	6.763	6.042	- 10,7 %
	mi-temps	32.092	38.314	+ 19,4 %	37.834	34.736	- 8,2 %
	réd.1/5 ^{ème} temps	68.122	91.210	+ 33,9 %	90.480	91.577	+ 1,2 %
	Total	111.666	136.391	+ 22,1 %	135.077	132.356	- 2,0 %
Congés thématiques	congé parental	34.111	50.766	+ 48,8 %	51.331	55.141	+ 7,4 %
	assistance médicale	5.554	11.443	+ 106,0 %	11.210	13.071	+ 16,6 %
	soins palliatifs	205	251	+ 22,4 %	231	241	+ 4,6 %
	Total	39.870	62.459	+ 56,7 %	62.771	68.454	+ 9,1 %
Total général		223.317	272.018	+ 21,8 %	269.658	269.689	+ 0,0 %

Entre 2007 et 2012, le nombre de paiements relatifs à l'interruption de carrière et au crédit-temps a augmenté de 21,8 %. Durant cette période, ce sont surtout les formes spécifiques d'interruption de carrière qui ont connu une forte augmentation : le congé parental (+ 48,8 %) et l'assistance médicale (+ 106 %). Par ailleurs, la réduction des prestations d'1/5^{ème} temps a connu également une hausse appréciable à la fois dans le régime de l'interruption de carrière (+ 27,7 %) et dans celui du crédit-temps (+ 33,9 %). Sur cette période, les réductions de prestations sont de plus en plus nombreuses alors que l'interruption de carrière ordinaire complète et le crédit-temps complet diminuent respectivement de 29 % et 40 %.

Contrairement aux derniers indicateurs trimestriels, nous ne constatons pas entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013 une diminution globale du nombre de travailleurs en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique (+ 31 unités ou 0,0 %). Nous continuons toutefois à observer une tendance à la baisse en ce qui concerne l'interruption de carrière (- 4,1 %) et le crédit-temps (- 2,0 %) ; le nombre de congés thématiques connaît en T3 2013 une hausse de 9,1 % par rapport au même trimestre en 2012, qui compense les diminutions précitées.

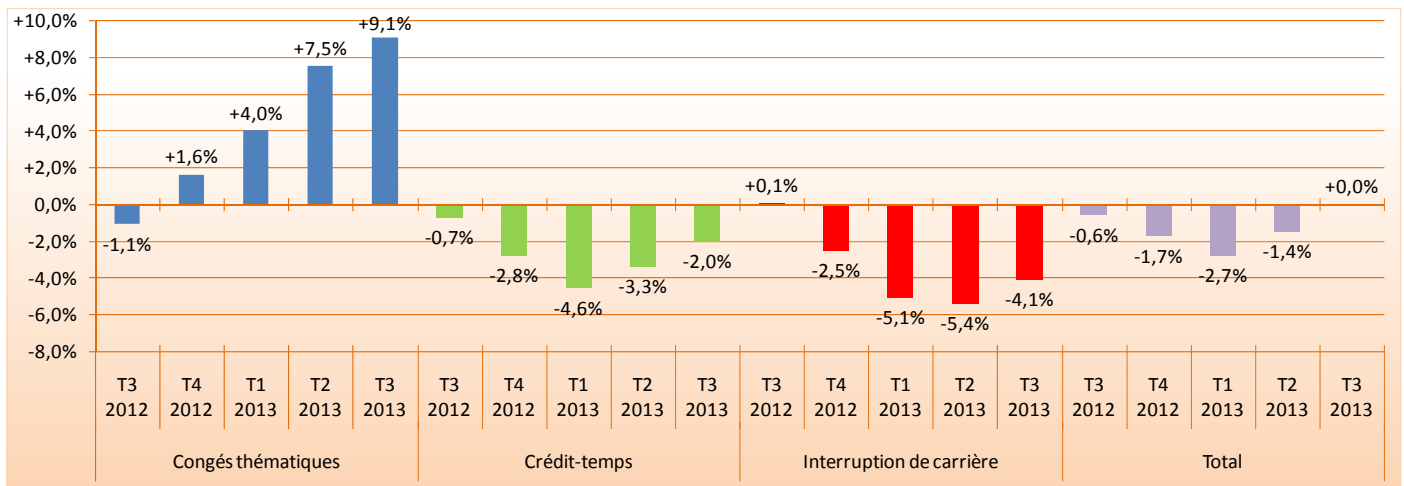
Les interruptions complètes et à mi-temps diminuent toujours, tant pour l'interruption de carrière que pour le crédit-temps. Les réductions d'1/5 temps diminuent légèrement pour l'interruption de carrière (- 1,2 %) et augmentent avec la même proportion pour les bénéficiaires du crédit-temps (+ 1,2 %).

Le nombre de travailleurs qui prennent un congé parental a fortement augmenté (+ 7,4 %). Cette hausse résulte notamment d'un changement de la réglementation prolongeant de 3 à 4 mois le droit au congé parental.

Enfin, les congés pour assistance médicale ont encore augmenté davantage (+ 16,6 %).

Graphique 20

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



9

L'évolution des 3 groupes d'allocataires

Tableau 31

	T3 2007	T3 2012	T3 2013	Diff. T3 2007 - T3 2013	Diff. T3 2012 - T3 2013
Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise	695.449	648.298	651.356	- 6,3 %	+ 0,5 %
Demandeurs d'emploi	464.659	453.893	460.558	- 0,9 %	+ 1,5 %
Non-demandeurs d'emploi	230.791	194.404	190.798	- 17,3 %	- 1,9 %
Travailleurs soutenus par l'ONEM	258.752	322.612	290.779	+ 12,4 %	- 9,9 %
Chômage temporaire & allocations assimilées	99.438	128.839	117.233	+ 17,9 %	- 9,0 %
Travailleurs à temps partiel	19.969	19.363	19.937	- 0,2 %	+ 3,0 %
Mesures d'activation et de formation	46.673	50.173	49.341	+ 5,7 %	- 1,7 %
Travailleurs aménageant leur temps de travail	92.671	124.238	104.267	+ 12,5 %	- 16,1 %
Travailleurs aménageant leur temps de travail	225.292	270.333	270.173	+ 19,9 %	- 0,1 %
Crédit-temps	112.509	135.077	132.356	+ 17,6 %	- 2,0 %
Interruption de carrière ordinaire	71.564	71.810	68.879	- 3,8 %	- 4,1 %
Formes spécifiques	40.530	62.771	68.454	+ 68,9 %	+ 9,1 %
Prépension à mi-temps	688	675	484	- 29,7 %	- 28,3 %
Total des 3 groupes	1.179.493	1.241.243	1.212.307	+ 2,8 %	- 2,3 %

Le nombre d'allocataires de l'ONEM augmente de 2,8 % entre le 3^{ème} trimestre 2007 et le 3^{ème} trimestre 2013. Cette hausse concerne surtout les travailleurs, qu'il s'agisse de travailleurs soutenus par l'ONEM par le biais du chômage temporaire (+ 17,9 %) ou des mesures d'activation et de formation (+ 12,5 %) ou de travailleurs qui aménagent leur temps de travail avec l'aide de l'ONEM (+ 19,9 %). La catégorie des chômeurs indemnisés et des chômeurs avec complément d'entreprise diminue quant à elle de 6,3 %.

Entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013, on constate une légère diminution du nombre total d'allocataires : - 2,3 %. En particulier, les bénéficiaires des mesures d'activation et de formation ont chuté de 16,1 % en 1 an.

Le chômage temporaire diminue, sur une base annuelle, de 9 %. Quant au nombre de chômeurs indemnisés et de chômeurs avec complément d'entreprise (demandeurs d'emploi et non- demandeurs d'emploi), il augmente très légèrement (+ 0,5 %).

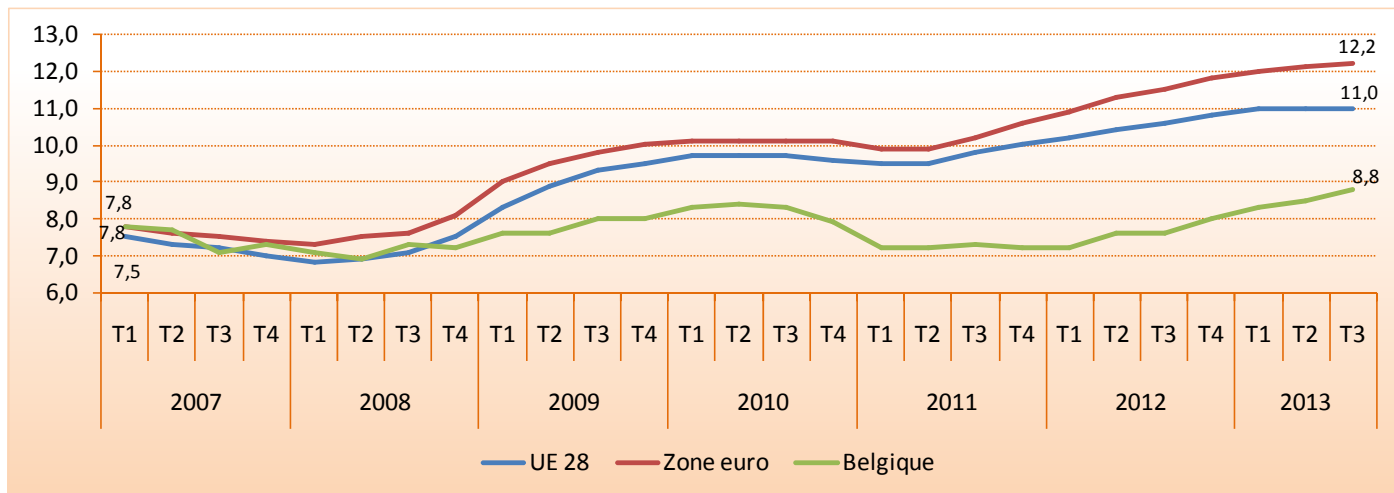
10

Comparaison internationale

10.1

Taux de chômage

Graphique 21



Source: Eurostat – Taux de chômage harmonisés (15 à 74 ans)– séries EFT ajustées – données désaisonnalisées (une_rt_q)

La situation du chômage en Belgique ne suit pas la même tendance que la moyenne européenne (Union européenne ou Zone euro). Par rapport à cette moyenne, le taux de chômage harmonisé en Belgique a moins augmenté pendant la crise de 2009, a davantage diminué en 2010 et 2011 et n'est reparti que plus tard à la hausse en 2012.

Lorsque l'on compare le taux de chômage actuel (8,8 % en T3 2013) en Belgique à celui d'avant la crise (7,1 % en T3 2007), on note une progression de 1,7 point pourcent. L'augmentation est beaucoup plus importante dans l'Union européenne et dans la Zone euro. Dans cette dernière, on est passé de 7,5 % à 12,2 % (+ 4,7 points pourcent).

10.2

Evolution de l'emploi

Tableau 32

		UE 28	Zone euro	Belgique			UE 28	Zone euro	Belgique
2007	T1	216.894	140.789	4.348	2007	T1	100	100	100
	T2	220.209	142.906	4.345		T2	100	100	100
	T3	222.678	144.307	4.385		T3	100	100	100
	T4	221.960	144.046	4.443		T4	100	100	100
Année		220.435	143.012	4.380	Année		100	100	100
2008	T1	220.944	143.321	4.450	2008	T1	101,9	101,8	102,3
	T2	223.072	144.479	4.414		T2	101,3	101,1	101,6
	T3	224.802	145.518	4.465		T3	101,0	100,8	101,8
	T4	222.941	144.436	4.455		T4	100,4	100,3	100,3
Année		222.940	144.438	4.446	Année		101,1	101,0	101,5
2009	T1	218.767	141.652	4.418	2009	T1	100,9	100,6	101,6
	T2	219.470	142.070	4.396		T2	99,7	99,4	101,2
	T3	219.613	141.822	4.415		T3	98,6	98,3	100,7
	T4	218.474	141.669	4.454		T4	98,4	98,3	100,2
Année		219.081	141.803	4.421	Année		99,4	99,2	100,9
2010	T1	215.228	140.096	4.470	2010	T1	99,2	99,5	102,8
	T2	217.629	141.150	4.443		T2	98,8	98,8	102,3
	T3	218.852	141.581	4.488		T3	98,3	98,1	102,3
	T4	217.811	141.362	4.554		T4	98,1	98,1	102,5
Année		217.380	141.047	4.489	Année		98,6	98,6	102,5
2011	T1	216.159	140.446	4.454	2011	T1	99,7	99,8	102,4
	T2	218.469	142.026	4.544		T2	99,2	99,4	104,6
	T3	219.009	142.111	4.489		T3	98,4	98,5	102,4
	T4	217.864	141.462	4.551		T4	98,2	98,2	102,4
Année		217.875	141.511	4.509	Année		98,8	99,0	102,9
2012	T1	215.509	139.796	4.502	2012	T1	99,4	99,3	103,5
	T2	217.889	140.934	4.525		T2	98,9	98,6	104,1
	T3	219.142	141.357	4.536		T3	98,4	98,0	103,4
	T4	217.503	140.250	4.533		T4	98,0	97,4	102,0
Année		217.511	140.584	4.524	Année		98,7	98,3	103,3
2013	T1	214.435	138.298	4.487	2013	T1	98,9	98,2	103,2
	T2	217.146	139.805	4.549		T2	98,6	97,8	104,7

Source: Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et + - EFT (lfsq_egaps)

L'emploi s'est apprécié de 4,7 % en Belgique au cours du 2^{ème} trimestre 2013 par rapport au 2^{ème} trimestre 2007. Même pendant la crise, l'emploi est demeuré en Belgique au dessus du niveau de 2007.

Ce n'est pas le cas pour l'Union européenne et la Zone euro où il est depuis 2009 descendu et demeuré en dessous du niveau de 2007. En 6 ans, l'emploi a reculé de respectivement 1,4 et 2,2 % dans l'Union européenne et la Zone euro (T2 2013 par rapport à T2 2007).

11

Evolution sur 10 ans

11.1

Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi

Tableau 33

T3	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)							Total (A)	y compris 50-59 ¹	Ratio (A) (pop. active)
	par âge				par durée + âge					
	< 25ans	25 à 49ans	50ans et +	50ans et + ¹	< 50 j.	50 +				
2004	81.020	318.874	56.828	155.373	187.369	34.139	456.722	551.629	9,4 %	
2005	77.726	323.685	74.240	159.094	198.479	50.489	475.651	557.677	9,6 %	
2006	72.556	304.823	87.355	157.708	182.951	63.765	464.734	535.252	9,3 %	
2007	65.990	274.412	93.925	151.532	156.127	72.756	434.326	497.951	8,7 %	
2008	60.809	251.196	94.078	141.366	132.110	74.102	406.083	455.273	8,1 %	
2009	70.032	274.236	102.587	138.405	123.768	77.123	446.855	480.331	8,8 %	
2010	66.172	267.871	106.517	132.113	122.507	79.573	440.560	455.772	8,6 %	
2011	61.278	256.934	106.940	128.534	122.069	80.864	425.152	442.111	8,2 %	
2012	55.256	258.211	106.636	127.846	116.537	79.498	420.103	451.510	8,1 %	
2013	57.087	266.759	110.746	126.561	115.125	79.159	434.592	450.407	8,3 %	

¹ A réglementation constante c- à- d y compris les 50 à 59 ans dispensés.

Tableau 34

T3	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)							Total (A)	y compris 50-59 ¹	Ratio (A) (pop. active)
	par âge				par durée + âge					
	< 25ans	25 à 49ans	50ans et +	50ans et + ¹	< 50 j.	50 +				
1	2012	2008	2004	2013	2013	2004	2008	2011	2008	
2	2013	2011	2005	2012	2012	2005	2012	2013	2012	
3	2008	2012	2006	2011	2011	2006	2011	2012	2011	
4	2011	2013	2007	2010	2010	2007	2007	2008	2013	
5	2007	2010	2008	2009	2009	2008	2013	2010	2010	
6	2010	2009	2009	2008	2008	2009	2010	2009	2007	
7	2009	2007	2010	2007	2007	2013	2009	2007	2009	
8	2006	2006	2012	2004	2006	2012	2004	2006	2006	
9	2005	2004	2011	2006	2004	2010	2006	2004	2004	
10	2004	2005	2013	2005	2005	2011	2005	2005	2005	

Les tableaux précédents comparent les chiffres du 3^{ème} trimestre de chaque année depuis 10 ans.

Le premier tableau donne les chiffres absolus du 3^{ème} trimestre de chaque année. Le second classe les années selon le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi dans la catégorie concernée, en commençant par le plus bas.

On y constate que l'année 2013 se classe en 2^{ème} position chez les moins de 25 ans et en position intermédiaire au sein de la classe des 25 à moins de 50 ans.

Quant au nombre de chômeurs de 50 ans et plus, son évolution se caractérise par une hausse continue jusqu'en fin 2011 suivie par une baisse, sur une base annuelle, durant cinq trimestres d'affilée (jusqu'au 1^{er} trimestre 2013). Depuis le 2^{ème} trimestre 2013, on relève de nouveau une hausse sur une base annuelle (+ 3,9 % entre T3 2012 et T3 2013).

Rappelons toutefois que la hausse continue observée antérieurement s'explique par le changement de la réglementation en 2002. Auparavant, la majorité des chômeurs âgés de 50 à 59 ans n'apparaissaient pas dans les statistiques des demandeurs d'emploi : ils pouvaient en effet être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi. L'âge de la dispense d'IDE a été augmenté progressivement de 50 à 58 ans entre 2002 et 2012 et vient d'être porté à 60 ans en début 2013. Ce dernier changement réglementaire explique d'ailleurs la hausse récente observée : + 1,4 % entre T2 2012 et T2 2013 puis + 3,9 % entre T3 2012 et T3 2013.

Si on neutralise ces changements réglementaires en intégrant également dans les statistiques des demandeurs d'emploi les chômeurs âgés de 50 à 59 ans dispensés d'inscription comme demandeurs d'emploi, l'année 2013 arrive en première position dans le classement des 10 dernières années.

11.2

Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise⁷

Tableau 35

T3	Chômeurs âgés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise				Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et + ¹	Total	
2004	135.364	7.218	42.698	59.685	109.601	244.965
2005	124.025	5.915	43.296	59.587	108.799	232.824
2006	115.230	4.636	41.976	64.905	111.517	226.748
2007	105.984	3.377	40.036	70.433	113.846	219.830
2008	100.054	2.919	39.066	73.841	115.826	215.880
2009	94.094	2.643	37.147	78.196	117.986	212.080
2010	88.105	2.307	36.493	81.559	120.359	208.465
2011	82.143	1.897	34.587	82.009	118.492	200.635
2012	75.917	1.174	31.930	81.314	114.419	190.336
2013	68.757	690	29.234	80.580	110.504	179.261

¹. L'âge de la retraite pour les femmes a été porté progressivement de 60 à 65 ans entre 1997 et 2009, ce qui explique en grande partie l'augmentation: 23 412 prépensionnées étaient dans cette tranche d'âge en T3 2013 (+ 26 271 chômeuses âgées dispensées, soit 49 683 allocataires qui influencent aussi les totaux)

Tableau 36

T3	Chômeurs âgés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise				Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et + ¹	Total	
1	2013	2013	2013	2005	2005	2013
2	2012	2012	2012	2004	2004	2012
3	2011	2011	2011	2006	2013	2011
4	2010	2010	2010	2007	2006	2010
5	2009	2009	2009	2008	2007	2009
6	2008	2008	2008	2009	2012	2008
7	2007	2007	2007	2013	2008	2007
8	2006	2006	2006	2012	2009	2006
9	2005	2005	2004	2010	2011	2005
10	2004	2004	2005	2011	2010	2004

Lorsque l'on examine l'évolution des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise au cours des 10 dernières années, on constate que l'année 2013 se classe en première position dans la plupart des cas avec les chiffres les plus bas.

La seule classe d'âge qui fait exception est celle des 60 ans et + dont le nombre demeure très élevé (80.580 unités). Notons cependant que ce nombre décroît sur une base annuelle pour le huitième trimestre d'affilée. La forte hausse dans ce sous- groupe sur l'ensemble de la période (+ 20.895 unités) s'explique presque intégralement par le relèvement de l'âge de la pension des femmes.

L'évolution est aussi influencée par la forte progression de la population active dans la tranche d'âge de 50 à 64 ans (+ 50,9 % entre T2 2004 et T2 2013⁸ - voir point 6.1).

⁷ Hors travailleurs en prépension à mi-temps (chiffres très réduits)

⁸ Derniers chiffres disponibles de l'enquête sur les forces de travail – Eurostat

11.3

Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 37

T3	Tot. Général (A+B)		Ratio (pop. âge trav.)	
	Année	Nombre	Année	Ratio
1	2012	610.439	2012	8,4 %
2	2013	613.853	2013	8,4 %
3	2008	621.963	2008	8,7 %
4	2011	625.787	2011	8,8 %
5	2010	649.024	2009	9,0 %
6	2007	654.156	2010	9,2 %
7	2009	658.934	2007	9,3 %
8	2006	691.481	2006	10,0 %
9	2004	701.687	2004	10,3 %
10	2005	708.474	2005	10,3 %

L'année 2013 arrive en 2^{ème} position lorsque l'on totalise les chômeurs complets indemnisés (demandeurs d'emploi et chômeurs âgés dispensés) et les chômeurs avec complément d'entreprise.

Le ratio de ce groupe total par rapport à la population en âge de travailler est de 8,4 %.

11.4

Les chômeurs temporaires

Tableau 38

T3	Chômeurs temporaires			
	Année	Unités physiques	Année	Unités budgétaires
1	2006	89.325	2006	21.804
2	2004	92.592	2007	23.376
3	2007	99.438	2005	23.561
4	2005	99.923	2004	23.675
5	2008	108.471	2008	24.366
6	2011	115.963	2013	25.333
7	2013	117.233	2011	26.586
8	2010	122.569	2012	28.908
9	2012	128.839	2010	30.248
10	2009	157.067	2009	41.029

Lorsqu'on retrace l'évolution du chômage temporaire en unités physiques depuis 2004, on constate que le 3^{ème} trimestre de l'année 2013 occupe la 7^{ème} place, soit une position proche de celle des années 2010, 2011 et 2012. L'embellie sur le front du chômage temporaire se confirme lorsqu'on relate l'évolution du chômage temporaire en unités budgétaires : l'année 2013 se situe en effet devant ces 3 années, ce qui signifie que le nombre de jours chômés en moyenne par mois y est moins élevé.

11.5

Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés

Tableau 39

T3	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés			Total	Ratio (A) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement		
2004	67.099	28.678	46.359	142.135	2,9 %
2005	65.025	29.988	49.269	144.282	2,9 %
2006	57.097	29.914	40.446	127.458	2,6 %
2007	49.852	29.496	35.550	114.898	2,3 %
2008	46.687	30.964	35.410	113.062	2,2 %
2009	51.341	30.947	44.145	126.432	2,5 %
2010	51.948	35.454	50.115	137.516	2,7 %
2011	48.688	36.926	49.257	134.871	2,6 %
2012	56.844	37.648	53.560	148.052	2,9 %
2013	58.541	39.140	57.739	155.420	3,0 %

Tableau 40

T3	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés			Total	Ratio (A) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement		
1	2008	2004	2008	2008	2008
2	2011	2007	2007	2007	2007
3	2007	2006	2006	2009	2009
4	2009	2005	2009	2006	2006
5	2010	2009	2004	2011	2011
6	2012	2008	2011	2010	2010
7	2006	2010	2005	2004	2012
8	2013	2011	2010	2005	2005
9	2005	2012	2012	2012	2004
10	2004	2013	2013	2013	2013

Source : service régionaux de l'emploi et calculs Onem

Pour être complet, il faut aussi rappeler qu'un certain nombre de demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés par l'assurance chômage. Les chiffres du tableau ci-dessus sont collectés auprès des services régionaux de l'emploi et rassemblés par l'ONEM.

Il s'agit des jeunes qui sortent des études et effectuent un stage d'insertion de même que les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits obligatoirement ou librement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS ou reconnus comme handicapés par le SPF Sécurité Sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement et non indemnisés, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

Entre les 3^{èmes} trimestres 2012 et 2013, on constate une augmentation de 5,0 % du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés imputable surtout aux demandeurs d'emploi librement inscrits (+ 7,8 %).